



**QUALITE
DE LA VIE
ALTERNATIVES
FEMINISTES
A LA PRIVATISATION**

**DOSSIER
GENRE ET AGCS N°5**

**Actes de la
Vème RENCONTRE PALABRAS
Décembre 2002**

Le Monde selon les femmes

18, rue de la Sablonnière • B-1000 Bruxelles • Belgique
Tél. 32 2 223 05 12 • Fax 32 2 223 15 12
palabras@mondefemmes.org • <http://www.mondefemmes.org>

La revue et le Réseau Palabras

Depuis septembre 96, le Monde selon les femmes a développé le projet Palabras, en lien avec ses multiples actions de sensibilisation et de formation.

La revue Palabras

La revue propose un regard croisé SUD/NORD par le recueil, la traduction et la diffusion de récits de groupes à la base, vivant en Europe du Sud, en Amérique latine et en Afrique francophone. Le projet donne la parole à des **groupes de femmes** du Sud et du Nord, ou des femmes du Sud vivant au Nord, pour raconter et écrire une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

L'échange de récits entre monde francophone et hispanophone permet d'élaborer des outils d'animation et d'éducation au développement, dans une approche Genre.

Le réseau Palabras

Le Réseau Palabras se crée comme un espace d'échanges d'informations et d'expériences, stratégique dans la construction de l'identité des groupes des femmes. Il se veut un réseau pertinent d'action politique, pour agir sur les politiques de coopération et pour renforcer les mouvements de femmes et de solidarité internationale. A travers le réseau Palabras, nous voulons développer une nouvelle éthique dans la façon de s'organiser et d'échanger les informations.

Mise en forme des Actes de la Rencontre : Jeannine Moninga, Hélène Ryckmans

Traductions : Carmen Olmedo, Olivier De Visscher, Lidia Rodriguez Prieto, Laurence Chainaye

Mise en page : Hélène Ryckmans, M. Vande veegaete, Paula Maggi, Mercedes Monteagudo

© Le Monde selon les femmes

18, rue de la Sablonnière • B-1000 Bruxelles • Belgique

Tél. 32 2 223 05 12 • Fax 32 2 223 15 12 • Compte n° 310-1217399-38

info@mondefemmes.org • <http://www.mondefemmes.org>

Dépôt légal : D/2003-792605

INTRODUCTION

CADRE GENERAL DE LA RENCONTRE PALABRAS 2002

En collaboration avec la Commission Femmes et Développement, le Monde selon les femmes a organisé, du 9 au 11 décembre 2002 à Bruxelles, la cinquième rencontre du Réseau Palabras. Pendant trois jours, les partenaires venus d'Afrique et d'Amérique latine et des personnes travaillant sur les thèmes de la rencontre au Nord (Belgique, France, Pays-Bas, Suède) ont échangé leurs expériences sur :

- **La privatisation des services publics : mécanismes et impacts sur les femmes ;**
- **Les alternatives pour la qualité de la vie et les stratégies féministes internationales.**

La rencontre Palabras 2002 a eu lieu dans le cadre du Forum Social de Belgique, après le Sommet sur le développement durable de Johannesburg et dans le contexte des négociations en cours à l'OMC à propos de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Au moment du lancement du Forum Social de Belgique, le 21 septembre 2002, le Gender group de 11.11.11, WIDE, Oxfam Solidarité et le Monde selon les femmes ont organisé un atelier sur le genre. Un premier accent a été mis sur *les effets de la privatisation en terme de genre* de manière à pouvoir entamer la réflexion. La rencontre Palabras 2002 fut la deuxième étape de ce processus à long terme. Lors du Forum social mondial de Porto Alegre, des personnes de Belgique et des associations du Sud se sont retrouvées et des ateliers et des rencontres sur les aspects genre ont été organisés. Le Monde selon les femmes a ensuite, le 23 mars 2003, organisé une formation sur le genre et l'AGCS. La rencontre du Forum social de Belgique le 10 mai et le Forum social Européen les 13 et 14 novembre à Paris constituent d'autres moments clés pour faire entendre le point de vue des femmes sur l'AGCS.

La rencontre Palabras visait à dénoncer les mécanismes de la privatisation des services publics qui s'imposerait avec l'AGCS, et à y proposer des alternatives féministes. La logique de l'AGCS privilégie la privatisation, considérée - via la concurrence - comme source d'efficacité et de qualité, de divers secteurs tels que la santé, l'eau et l'éducation. Or on sait d'expérience que l'accès à ces ressources est différencié par sexe, et que ces secteurs ont déjà été fort touchés par les crises et les ajustements structurels dans les pays du Sud. Avec les privatisations, on constate l'augmentation des coûts des services et la dualisation : certains groupes sociaux n'ont plus accès à ces services. Il y a aussi la baisse de la qualité, et un éloignement de plus en plus fort entre les bénéficiaires de ces services et les prestataires. Tout cela se répercute de manière spécifique sur la vie des femmes :

- La privatisation a des effets différenciés sur les hommes et sur les femmes.
- Elle a des effets catastrophiques sur les populations civiles les plus pauvres.
- Il faudrait dénoncer et se mobiliser pour éviter que l'OMC ne conclue cet Accord et ne mette en application une politique de privatisation des services publics.

La rencontre Palabras 2002 a donné l'occasion aux ONG et mouvements des femmes d'examiner la façon dont les privatisations sont organisées au Nord et au Sud. Il s'agit de cerner les impacts qu'elles ont ou vont avoir sur les hommes et sur les femmes dans leurs divers rôles (productif, reproductif, social) mais aussi sur le rapport entre les hommes et les femmes (le rapport de genre) à l'intérieur même du ménage, de la communauté ou dans le cadre, plus large, de la société.

La rencontre a également permis d'éclairer les rôles joués par les différents acteurs : l'Etat, le secteur privé et les firmes multinationales, et les instances internationales (OMC, IFI), qui pilotent le processus des privatisations. Et de discuter des alternatives proposées par le secteur associatif, les mouvements des femmes.

Pour mieux cerner cette problématique, la rencontre Palabras 2002 a proposé :

- des exposés sur le cadre général de la privatisation en Europe, en Afrique et en Amérique latine ;
- des ateliers sur la privatisation de la santé, de l'eau, et de l'éducation, afin d'approfondir ces secteurs fondamentaux, et de faire une série de propositions. Il s'est agi de préciser quel est l'accès et quel est le contrôle que les femmes ont sur ces diverses ressources ;
- des témoignages sur l'accès aux ressources et à l'environnement de qualité et sur les alternatives en matière de qualité de la vie ;
- et des échanges sur les stratégies féministes internationales dans le cadre de la migration, de la rébellion artistique (avec la création d'une fresque), de l'environnement en milieu rural et de l'alphabétisation économique.

Les débats de ces trois journées de réflexion ont tourné autour des grandes questions suivantes :

- Quels sont les impacts que risquent d'avoir les privatisations des services publics comme l'éducation, l'eau et la santé sur la vie des femmes ?
- Par quels mécanismes les privatisations sont-elles mises en œuvre ? Sont-ils les mêmes au Nord et au Sud ?
- Comment contrecarrer cette privatisation et développer des stratégies de qualité de la vie et de développement durable ?
- Comment construire des alternatives communes ?

Fruit de cette rencontre, une série de 5 dossiers est publiée pour diffuser les témoignages, les réflexions et les propositions des femmes :

Dossier 1. Privatisation des services publics : une perspective internationale

Dossier 2. Genre et privatisation de la santé

Dossier 3. Genre et privatisation de l'eau

Dossier 4. Genre et privatisation de l'éducation

Dossier 5. Alternatives aux privatisations : genre et qualité de la vie

IV. LES ALTERNATIVES POUR LA QUALITE DE LA VIE ET LES STRATEGIES FEMINISTES INTERNATIONALES

En préparation du Forum social de Belgique et du Forum européen, les différents mouvements de femmes présents à la rencontre Palabras 2002 se sont fixés comme objectif de travailler ensemble leurs stratégies dans le souci de faire entendre leur voix dans les structures des organisations internationales pour développer des argumentaires contre les privatisations. Mais comment mener des actions ? Quelles alternatives proposer ? Comment les diffuser ? Comment faire passer ces stratégies dans ces différentes instances ? Voici autant de questions auxquelles les participants-e- ont tenté de réfléchir à travers les exposés, les ateliers et le débat.

1. « FEMMES POUR LA QUALITE DE LA VIE » par Céline OSTYN

Céline OSTYN est responsable de programmes à « Femmes et changements/France »
Contact : celineo@free.fr

«Femmes pour la qualité de la vie » est une Plate-forme internationale de réflexion et d'action et un forum de discussions, lancée par «Femmes et Changements » dans le cadre de la préparation et du suivi du Sommet mondial du développement durable à Johannesburg en août-septembre 2002. C'est un véhicule d'échanges pratiques gérés par différents groupes mais aussi d'échanges au niveau de la réflexion pour avancer. C'est un outil de réflexion commune dans une perspective d'action.

En effet, avec cette Plate-forme, «Femmes et Changements » veut contribuer à la participation réelle et active des femmes et à leur reconnaissance comme créatrices d'opinion sur les questions de société et non comme consommatrices passives d'opinion d'autrui, tant au niveau local qu'international.

Lors du Sommet de Johannesburg, la Plate-forme et son forum de discussion ont été mis sur le site Internet francophone officiel et présentés dans un atelier. Des thèmes issus d'une étude réalisée en 2001 sur les femmes et le suivi de l'Agenda 21, étude publiée en 2002 en France sous le titre *«Ecologie : quand les femmes comptent »* y ont été abordés. Tous ces thèmes sont très importants et se recoupent d'ailleurs avec ceux qui ont été traités au cours de la rencontre Palabras. Et cet outil de travail est utilisé justement pour les approfondir dans la prise en compte de la «dimension femmes » qui paraît cruciale. Il s'agit de : la féminisation de la pauvreté, l'accès aux ressources, les migrations, l'insécurité alimentaire et la biodiversité, l'accès à l'eau, la santé environnementale, l'habitat, les modes de production et de consommation, la paix et la justice, etc.

Dans les circonstances actuelles, les gens sont confrontés à des modèles de production et de consommation non viables à long terme. Dans l'atelier organisé par «Femmes pour la qualité de la vie » à Johannesburg sur *l'insécurité alimentaire* et auquel participait Marcela de la Pena, représentant le Monde selon les femmes, les intervenantes ont souligné le manque de contrôle dans l'accès à la nourriture pour les femmes. C'est dire que la concentration de la production alimentaire et du réseau de distribution entre les mains de quelques grosses sociétés semencières est de plus en plus grande. Ce contrôle est tombé entre les mains de monopoles internationaux du commerce global. Et pourtant, le droit à une nourriture saine comme le droit à

l'eau, sont des droits humains et impliquent le droit de choisir ce qui est produit et ce qui est consommé.

En matière de refus d'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), les Sud-africaines, par exemple, ont souligné combien il était important de lutter pour le maintien d'un moratoire en Europe.

Alors...produire quoi, comment et pour qui ?

Voilà des questions qu'il faudrait se poser afin d'enrayer la perte de biodiversité, la ponction continue des ressources naturelles au profit de quelques multinationales. Les décisions en matière de choix de production relèvent d'un choix de société. Déjà à Rio en 1992, les femmes parlaient d'autres valeurs et ces choix nécessitent des débats publics.

Or, le Sommet mondial du développement durable de Johannesburg a clairement montré comment les négociations entre Etats étaient biaisées par le poids de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui tend à soumettre les agréments multilatéraux environnementaux à la seule loi du commerce international. Et les manœuvres de la Commission européenne (DG Commerce) dans les négociations de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) ne sont pas pour rassurer les consommateurs/trices : consultation préalable des ténors de la distribution de l'eau, pression pour déréguler les services, etc. Le Sommet a aussi montré le fossé qui existe entre le discours de nos dirigeants et la concrétisation de leurs engagements en particulier financiers, dans la réduction de la pauvreté, l'accès à l'eau, l'assainissement, la responsabilité des entreprises polluantes de l'environnement, l'atteinte aux droits humains, etc. Il y a une prédominance de l'économique sur le social, sur l'environnemental et sur le culturel. En matière de responsabilisation des entreprises, réclamée par les ONG, le refus d'envisager des mesures contraignantes a été net. Dans la pratique, aucune mesure et aucun engagement contraignant n'a été pris par rapport à tous ces problèmes. Mieux vaut faire appel au volontariat des entreprises !

Heureusement qu'en marge du Sommet officiel, dans le Forum des ONG, mais surtout dans tous les débats et manifestations organisés par les «sans voix», il y a eu les sommets alternatifs, ces «sommets de l'ombre» (le People'Summit, le People's Earth Summit, le Biopiracy Summit...) au cours desquels les voix nombreuses se sont fait entendre pour réclamer que soient considérées comme patrimoine de l'humanité les ressources qui conditionnent la vie et particulièrement celles des femmes, comme l'eau, la biodiversité, l'énergie, l'éducation, la santé, les services environnementaux, etc. qui ne peuvent entrer dans le seul circuit de la rentabilité et du profit. Tous ces mouvements sociaux et internationaux ont manifesté contre les expulsions, contre les privatisations des terres, des services publics, etc.

La grande préoccupation est de savoir s'il n'y a pas lieu de revisiter certains concepts comme le « progrès », le développement « durable », voire le « développement » tout court? N'y a-t-il pas antinomie entre les mots *développement* et *durable* ? Le premier implique une ponction continue sur des ressources pourtant limitées et le second, la préservation et la protection des écosystèmes ? Vu sous cet angle, les deux concepts de «développement» et «durable» révèlent une espèce de contradiction qu'il conviendrait de revisiter, puisque actuellement, le développement repose surtout sur l'aspect économique. Quand on parle du développement, on pense progrès, on pense développement économique, mais on pense très peu développement humain, créativité, développement du culturel. Le culturel est souvent oublié lorsqu'on parle des piliers du développement. Cette piste de réflexion s'oppose à ce qu'on appelle la pensée unique des économistes actuellement.

N'y a-t-il pas lieu d'imaginer une re-localisation de cette économie globalisée qui produit tant de dégâts ? La relocalisation de l'économie doit être entendue comme une forme de résistance active au lieu d'une globalisation de l'économie comme cela se passe maintenant. Le circuit court entre paysan-producteur et consommateur est une forme de résistance à cette globalisation. Cette forme de résistance est présente en Inde lorsqu'on voit les paysans s'opposer au monopole des sociétés semencières qui veulent les empêcher de resemer chaque année leur semence. C'est le cas du gène terminator, fabriqué par les grosses entreprises semencières.

Un autre point développé par Céline OSTYN dans son intervention, c'est la présence d'un mode de développement agro-industriel que le Nord impose au Sud, alors que ce mode ne correspond pas forcément aux nécessités et aux besoins des pays du Sud. Les cas sont plus connus pour les pays africains et asiatiques, en particulier l'Inde avec Cargill où il y a concentration de la production entre les mains des multinationales. En Afrique du Sud, l'utilisation, par exemple, d'énormes tracteurs au détriment de la main d'œuvre locale réduit ainsi la possibilité d'accéder à l'emploi. Les multinationales imposent d'énormes productions pour l'exportation qui occupent beaucoup de terres et pour lesquelles on introduit des pesticides à outrance, et des OGM aux quels une partie des petits producteurs s'opposent.

Concernant le rôle des femmes, on reconnaît qu'elles sont doublement concernées par les effets de la privatisation, en tant productrices et consommatrices. Dans beaucoup de pays du Sud, la production alimentaire est entre leurs mains, ce sont elles qui la contrôlent et participent à sa transformation surtout en Afrique et en Inde. Mais avec les politiques de privatisation de l'agriculture, par exemple, tous leurs efforts vont être balayés et on assistera à la concentration de la production entre les mains de quelques transnationales qui, à leur tour vont imposer un mode de production différent, ajoutant à cela tous les effets catastrophiques que les PAS ont eus sur leur vie.

Eu égard à ce qui précède, il convient de considérer les droits environnementaux, les droits à l'eau, à l'alimentation et à certains secteurs vitaux comme «patrimoine commun» et non comme «des marchandises». Certaines ressources naturelles doivent être considérées comme patrimoine de l'humanité. Le droit à la nourriture, comme le droit à l'eau, à l'éducation, à la bonne santé, sont des droits fondamentaux, c'est-à-dire des droits humains, généralement reconnus et donc non appropriatifs par les transnationales.

«Femmes pour la qualité de la vie» par l'Internet, par la vidéo, par d'autres outils de communication, peut contribuer à approfondir en commun les réflexions sur ces questions, à enrichir les échanges d'expériences, à valoriser les savoirs et savoir-faire expérimentés et à déboucher sur un partenariat dans l'action.

C'est aussi un moyen d'articuler le local et l'international et de développer une réflexion en commun entre les groupes des femmes de différents pays, une réflexion qui peut conduire d'une part, à s'informer mieux sur toutes les questions à l'ordre du jour, comme la privatisation et d'autre part, à s'interroger pour enrichir les échanges et les expériences dans les réseaux qui existent déjà ou des nouveaux qui peuvent se créer pour valoriser le savoir, le savoir-faire des femmes et éventuellement déboucher sur des partenariats pour des actions en commun.

Comment agir ?

L'accent a été mis sur le lobbying et le rappel à l'ordre des certaines institutions comme la Commission européenne, par exemple, afin d'arriver à des exigences très agressives concernant l'AGCS. Plusieurs organisations se sont engagées dans cette voie comme WIDE.

« Femmes & Changements » a lancé l'idée de cette plate-forme afin :

- d'assurer une participation réelle et active des femmes dans le processus de préparation du Sommet mondial du développement durable à Johannesburg et au-delà.
- de contribuer à la reconnaissance des femmes comme citoyennes créatrices d'opinion sur les questions de société tant au niveau local qu'international.

Femmes & Changements a également participé à l'élaboration de documents de recommandations dans le cadre du « Comité français pour la préparation du Sommet mondial du développement durable » (CFSMDD) à Johannesburg et à la déclaration du Collectif d'ONG françaises « Jo'burg 2002 ».

Une plate-forme internationale de réflexion et d'action et un forum de discussion.

Un collectif s'est constitué : Femmes & Changements, le Collectif de pratiques et de réflexions féministes "RUPTURES", le Groupe « Femmes et mondialisation » d'ATTAC, Rapsode Production, Enda-Colombie, le pS-Eau, l'association "Femmes et Développement" (AFED), les éditions Cultures Croisées, le réseau PALABRAS (Le Monde selon les femmes, Belgique) le Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées (Rafjire), "Ntic et citoyenneté", Mauritanie, Enda-Pronat au Sénégal, ainsi que des personnes à titre individuel.

La plate-forme est conçue comme un outil de travail pour approfondir des thèmes dans lesquels la prise en compte de la « dimension femmes » paraît cruciale, comme la féminisation de la pauvreté, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la paix et la justice. Cette plate-forme ne se veut pas exhaustive.

Le Forum de discussion, ainsi que les documents fournis par les partenaires de la plate-forme ou sélectionnés à partir des propositions (textes de fond, actions en cours, études de cas, indicateurs), constitueront une base de réflexion commune, de façon à capitaliser progressivement des opinions fondées sur des expériences de terrain.

www.sommetjohannesburg.org rubrique: femmes/plate-forme.

Au Sommet

Le Forum viendra enrichir les ateliers organisés à Johannesburg et constituera une contribution francophone mais de contenu multiculturel, aux autres documents produits par des réseaux internationaux comme Women in Europe for a common future (WECF) ou Women's Environment and Development Organization (WEDO) qui a réactualisé l'Agenda 21 des femmes pour une planète saine (que Femmes & Changements avait traduit en son temps).

Introduction

Le Sommet Mondial pour le Développement Durable de Johannesburg a lieu 10 ans après celui de Rio, dans un contexte de mondialisation économique dirigée par les forces du marché libéral, qui a pour résultat de pérenniser l'exploitation incontrôlée des ressources, d'agrandir le fossé entre les riches et les pauvres, d'augmenter la pauvreté, les violences et la dégradation de l'environnement. Il risque d'entériner les difficultés ou même le recul du poids des Etats, des Nations Unies et de la société civile qui ont participé aux grandes conférences durant les années 90, pour contrôler un système économique qui accentue la distribution non équitable des richesses et des moyens de production entre pays, groupes sociaux et genres, la surconsommation, l'usage irresponsable des ressources naturelles communes ou même la guerre. Dans le monde, au cours des années 90, les inégalités provoquent l'exclusion d'un nombre croissant de pauvres, en particulier des femmes. Ceci n'est pas le fruit du hasard mais celui de la domination de l'économique sur le social, entretenu par des discours attribuant au profit un statut d'objectif, alors qu'il ne s'agit que d'un indicateur de moyens.

Dans cette logique d'exclusion, bien des indicateurs du "développement" sont biaisés. Cependant, leur multiplicité pose problème, tout comme le fait que beaucoup d'entre eux n'incluent nullement la perspective de genre. En effet, l'aveuglement à la situation des femmes et à leurs besoins est la cause de l'échec de très nombreux projets et d'une franche aggravation de la situation, non seulement pour les femmes, mais aussi pour leurs enfants, leur famille et les communautés. Les femmes sont souvent dans une position plus défavorable que les hommes dans la distribution des richesses, ainsi que face aux pollutions, à l'épuisement des ressources ou aux décisions inadéquates dans les différents secteurs. L'appauvrissement des femmes, par exemple, a généralement des conséquences dramatiques en termes d'alimentation et de santé sur l'ensemble des personnes dont elles ont la charge.

Le problème du système de la dette reste entier et l'on n'a pas fini de dénoncer l'impact des conditionnalités et d'ajustement structurel sur les PVD et principalement sur les femmes.

Le recul des services publics collectifs, sous l'effet des politiques d'ajustement structurel, met en danger les progrès dont les femmes avaient pu bénéficier. Les privatisations menacent l'accès à des biens fondamentaux en fonction de critères de rentabilité financière et non sociale ou rendent à la famille, et en son sein aux femmes, des obligations de protection et de soins aux autres. Les femmes en subissent l'impact à plusieurs niveaux jonglant avec une augmentation de leurs charges de travail et des tâches ménagères, et la baisse de leurs revenus.

Par ailleurs, le travail domestique des femmes continue à rester invisible dans les comptabilités nationales, ainsi que leurs apports à la gestion collective de la communauté, à la production de services d'utilité sociale pour la préservation de l'espèce humaine, la conservation de l'environnement, de l'hygiène, de la santé, l'éducation des enfants, l'alimentation familiale ou la construction de l'habitat populaire et du tissu social.

En 1995, le travail domestique non rémunéré des femmes a été estimé par le PNUD à 11 000 milliards de dollars, c'est-à-dire presque la moitié du PIB évalué à 23 000 milliards.

D'autres chiffres illustrent l'ampleur de la tâche sociale, pour tendre vers un développement équitable et durable :

(Chiffres PNUD 2000, BIT 2000, Wistat 2001)

- les 2/3 des 867 millions d'analphabètes adultes sont des femmes ;
- les 2/3 des enfants non scolarisés sont des filles ;
- plus de 30% des femmes sont confrontées à la violence domestique.

En Asie du Sud Est :

- 70 millions de femmes et d'enfants ont été victimes de trafic sexuel sur les 10 dernières années ;
- lors de la crise de 1998, 80% des 2 millions de personnes ayant perdu leur emploi en Thaïlande étaient des femmes (CISL).

La paix et la justice

Ces deux éléments sont des préalables à un développement soutenable qu'il faut sans cesse réaffirmer. Ceci est d'autant plus important que la production et le commerce légal des armes augmentent, que l'accent est mis actuellement sur la production d'armement de plus en plus sophistiqué, augmentation que les grandes puissances justifient par la lutte contre le terrorisme tout en réduisant les dégâts causés par leur usage sur l'environnement et les populations à de simples «dégâts collatéraux». Ce sont aussi surtout les femmes et les enfants qui les subissent et qu'on retrouve parmi les personnes réfugiées ou déplacées.

Environ 80% des 27 millions de réfugiés recensés sur la planète sont des femmes.
(Chiffres PNUD 2000, BIT 2000, Wistat 2001)

Ce sont les femmes qui subissent les viols de guerre, crime contre l'humanité, les viols de masse, les violences ethniques. Mais la majorité des militants pour la paix de partout dans le monde sont des femmes, à travers leur engagement elles ont prouvé que les femmes refusent d'être des victimes impuissantes, qu'elles ont un rôle fondamental dans la gestion et la résolution non violente des conflits, dans le remplacement d'une culture de guerre par une culture de la paix.

Nous devons regarder les budgets de nos Etats avec les yeux des femmes qui ont souffert et souffrent encore des conflits à travers le monde. Les femmes à Rio réclamaient déjà une réduction drastique des dépenses militaires avec une ré-allocation des ressources financières, technologiques, productives et humaines à des fins socialement utiles et non nocives pour l'environnement.

Il faut introduire le thème de la paix, de la justice, l'histoire des luttes des femmes et des mouvements non-violents, comme matières à part entière dans les programmes scolaires.

A Johannesburg, nous avons demandé l'arrêt progressif de l'armement des Etats et de toute production et vente d'armes, une réforme des Nations Unies cohérente avec l'évolution du droit et des cours internationales et l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité qui assure la participation égale des hommes et des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, le maintien et la construction de la paix. Nous avons demandé aussi de mettre à disposition des ressources pour promouvoir les formes d'action des groupes des femmes comme les Mères de la Plaza de Mayo, Les Femmes en Noir en Palestine et dans les Balkans, les Mères

des soldats russes, les groupes de femmes afghanes, pakistanaïses, africaines, asiatiques qui font face aux guerres et aux conflits dans leurs régions

Pauvreté et accès aux ressources

Si l'on prend l'exemple de la Mauritanie, de par les contextes socio-politico-économiques et par conséquent les niveaux de mobilisation, les problèmes sont les mêmes mais à des degrés variant d'un continent à un autre, d'un pays à un autre... Une large tranche de la population féminine de Mauritanie est encore analphabète (74%) et plus de 53% n'a même pas accès aux soins médicaux les plus élémentaires. Donc pour les femmes, l'accès aux services de bases (santé, alphabétisation, nutrition, etc....) demeure encore une priorité vitale.

Les femmes rurales ont de plus en plus de difficultés à être reconnues comme productrices agricoles : de cette non-reconnaissance de leur contribution, partent les autres problèmes comme le nonaccès à la terre, aux intrants, aux formations, aux avantages sociaux (assurance-maladie, congés maternité, retraite...) et au crédit, dont les femmes ont tout autant besoin que les hommes, sinon plus.

En milieu urbain, elles sont plus touchées que les hommes par le chômage ou sont recrutées pour les emplois les moins bien payés et valorisés. Au sein de l'Union européenne, le taux de chômage des femmes est de 30% supérieur à celui des hommes. 33% seulement des chômeuses perçoivent une indemnité, contre 50% des chômeurs.

Dans les pays en développement, elles assurent une bonne partie de la croissance du secteur informel où la protection sociale est quasi inexistante. Les indicateurs prenant le ménage comme unité de base cachent le fait que tous n'y ont pas le même niveau de vie ni la même consommation. Par ailleurs le nombre de femmes chefs de famille augmente sans cesse, surtout dans les villes et en particulier dans le Sud où ce taux peut atteindre 40 à 50% dans les quartiers populaires. Ces femmes dirigent surtout des familles monoparentales tandis que celles dirigées de façon traditionnelle par un homme sont presque toujours biparentales. Leurs charges sont donc très différentes et la **fémínisation de la pauvreté** avance inexorablement.

Presque partout dans le monde les femmes travaillent plus que les hommes mais ont des revenus inférieurs. En 1999, selon les pays, les femmes salariées gagnaient 40% à 80% du salaire des hommes. Elles fournissent les 2/3 des heures totales travaillées, mais ne contrôlent que 10% du revenu mondial.

Ce décalage est permis souvent par le manque d'application des règles et conventions de l'OIT, du droit du travail, doublé de l'inéquité du droit de la famille dans des pays où le statut des femmes en font des inférieures. Cette situation d'infériorité et de dépendance personnelle permet une exploitation par le système économique libéral du travail des femmes et des enfants. En Amérique centrale, il y a plus de 1000 entreprises "maquiladoras" (sous-traitance d'assemblage de pièces) qui emploient 300.000 personnes, dont 70% de femmes.

Il faut avancer vers une nouvelle conception d'attribution des terres, incluant les femmes et les jeunes. Il faut sécuriser la propriété et/ou l'usage de la terre et des ressources (notamment forestières, mais aussi en eau) sur le long terme pour les femmes.

Il faut renforcer le rôle et le pouvoir de l'organisation internationale du travail (OIT) pour imposer les droits économiques sociaux et culturels, à l'ensemble des pays et sanctionner leur non - respect par les entreprises et les Etats.

Les migrations

La mondialisation économique et son contexte géo-politique post-colonial a fortement accru l'orientation et l'évolution des flux migratoires, les déplacements des personnes, des familles, des populations :

- des pays de la périphérie vers les pays du centre ;
- des campagnes vers les établissements urbains ;
- des centres des villes et villages vers les périphéries et les quartiers pauvres des villes, grandes et moyennes, métropoles, "mégalo-poles" (centres de décisions stratégiques et lieux d'une nouvelle dualisation des revenus et des statuts).

Ces flux migratoires sont plus forts à l'intérieur des continents des pays du Sud (et de l'Est) qu'entre le Sud/Est et le Nord/Ouest. Les opportunités et les perspectives de meilleures conditions de vie sont évidemment plus nombreuses dans la migration vers les régions plus riches, mais qui sont aussi les plus fermées. Nous assistons à une **forte féminisation de ces migrations**. Les femmes migrantes, et en particulier les réfugiées sont les premières touchées par les différents aspects de ce phénomène. Elles se trouvent au centre des rapports sociaux de domination qui s'exercent entre les sexes, les classes et les différentes communautés, elles cumulent les discriminations et subissent une double oppression, une surexploitation, souvent le racisme, les violences sexuelles, l'esclavage domestique, la prostitution, la traite. Les nations les plus riches du monde ont une politique commune de contrôle des flux migratoires et des frontières.

Malgré les nécessités du marché du travail de ces pays dans le secteur des services, des emplois familiaux, dans le secteur de l'économie "informelle", les femmes migrantes restent souvent dans la précarité sinon dans la clandestinité. Leur autonomie et liberté individuelles restent soumises aux conventions entre Etats (par rapport au code du statut personnel, par exemple) et aux traditions patriarcales inégalitaires. Leur accès à la résidence et à l'emploi régulier et stable reste lié à la condition d'épouse ou de mère, sans droits propres. Leur droit à la citoyenneté, à la liberté de circulation est conditionné par la nationalité. Par ailleurs, la richesse des compétences et des savoirs, les potentialités des femmes migrantes, immigrées, réfugiées ne sont pas pleinement valorisées. Dans les différentes trajectoires géographiques, sociales, de genre, de nouvelles chances ne peuvent être données aux femmes migrantes que dans un contexte de droit à la libre circulation, à l'asile (notamment pour des raisons de violences, de répression, de persécutions subies en raison de leur sexe ou de leur sexualité), de droit à la citoyenneté de résidence et l'autonomie économique et juridique. La lutte pour ces droits concerne chaque femme.

Insécurité alimentaire et biodiversité

Produire quoi, pour qui, comment ?

D'un côté, certaines techniques culturales régulièrement employées, détruisent les sols, polluent l'eau et s'attaquent aux ressources nécessaires pour subvenir aux besoins des populations.

De l'autre, des initiatives visant à rétablir/maintenir une diversité culturelle, à restaurer des éco-systèmes prouvent qu'une agriculture écologique offre une alternative.

C'est une conception erronée, défendue par les pays industrialisés, de «la sécurité alimentaire du Tiers-monde» fondée sur la disponibilité de céréales, qui a contribué à l'érosion de la biodiversité. A travers le monde, une des stratégies de gestion du facteur risque (dû aux aléas climatiques) est de cultiver à la fois des plantes variées mais aussi diverses variétés pour chacune d'elles. De plus dans beaucoup d'agricultures paysannes traditionnelles, la plante cultivée n'est qu'un élément dans un tout comprenant la fumure, la lutte biologique contre les insectes, la gestion de l'eau, l'élevage. Les pratiques agricoles se sont développées en accord avec le climat, le degré de fertilité des sols, l'apport en eau ...

Mais l'introduction de la monoculture a miné cet équilibre.

Les femmes refusent que l'agro-industrie fasse « main basse » sur la vie

Un mouvement se dessine pour enrayer cette perte de la biodiversité.

Les femmes sont très présentes, en particulier en Inde et au Bangladesh, dans les initiatives pour la conservation de la biodiversité, qui cherchent à préserver les éco - systèmes au sein desquels la diversité du vivant s'est développée. Ces projets sont ancrés dans la réalité des pratiques des communautés paysannes. Elles jouent un rôle crucial dans le développement de réseaux de distribution de semences et dans le maintien des traditions de gestion de l'agro - diversité.

La Convention sur la diversité biologique est pour les femmes un important traité. Elles ne s'y sont pas trompées comme le montre leur résistance à l'homogénéisation et leur opposition au renforcement des droits de propriété intellectuelle dans le cadre des négociations à l'OMC.

Le protocole biosécurité est un des premiers accords internationaux sur l'environnement qui impose des règles contraignantes aux Etats signataires au même titre que l'OMC dans le domaine des échanges commerciaux. Le cadre général du protocole prévoit, au titre du principe de précaution, le droit des pays d'interdire l'entrée d'OGM sur un territoire pour se prémunir contre les risques sur l'environnement ou la santé humaine, mais les négociations bloquent sur les moyens de mise en œuvre !

Malheureusement, on constate que la dérive productiviste, loin d'être stoppée, continue à dessiner une agriculture durable. On assiste même à une sorte de recolonisation à l'échelle internationale. Et ce n'est pas seulement vrai pour ce qu'il est convenu d'appeler les pays du Sud, mais également pour les pays d'Europe candidats à l'entrée dans l'Union européenne.

Nombre de ces pays, comme la Slovénie, la Croatie, ont encore en commun, une agriculture relativement extensive avec un faible recours à l'agro-chimie; des régions à forte biodiversité. Ces pays ont à faire face non seulement à l'investissement étranger sans contrôle, aux impératifs de l'OMC et aux règles dictées par la Commission européenne (conditionnalités, ouverture des marchés, normes et homogénéisation des produits) qui ne leur permettent pas de conserver ce qui ferait leur richesse dans un modèle de développement différent, basée sur une agriculture biologique, une pluri-activité et la valorisation des pratiques traditionnelles. Récemment, la Croatie s'est ainsi trouvée traduite devant l'instance des différends de l'OMC parce qu'elle veut préserver des territoires sans OGM !

Pour beaucoup de pays en voie de développement, se pose le problème de l'ouverture du marché national aux produits provenant de l'extérieur au détriment de ceux produits et/ou fabriqués sur place (blé, maïs, riz, légumes et fruits, lait, savon, meubles,...) sans parler de tous les risques qu'ils comportent (dioxine, OGM, etc....) sans aucun contrôle (date de fabrication et d'expiration,

les conditions de conservation, les colorants et même les matières de bases, etc...), sans parler du préjudice porté aux producteurs locaux et au savoir-faire traditionnel et féminin, en particulier. Les mesures de réductions des barrières tarifaires (instrument central de la libéralisation et objectif de l'OMC) ainsi que l'obligation d'accès minimal au marché (la partie des importations entrant à droits réduits est fixée à 5% - 4% pour les pays en développement) contribuent à renforcer la dépendance alimentaire extérieure.

Nous voulons des systèmes de reconnaissance des savoirs et savoir-faire des femmes, de leurs compétences et acquis, la mise en place d'actions positives dans toutes les situations de discrimination existantes fondées sur la différence des sexes.

Les décisions en matière de choix de production parce qu'elles touchent à la fois à la sécurité et à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à la santé environnementale relèvent d'un choix de société et nécessitent un débat public. Les décisions en la matière ne peuvent être prises par les seuls agriculteurs ni les seuls politiques, ni par l'industrie chimique/génétique.

Afin d'atteindre une véritable sécurité alimentaire mondiale et locale, il est souhaitable de rééquilibrer les zones de production à l'échelle mondiale, en allant en sens inverse de la mondialisation, ce qui signifie réduire les monocultures et développer des productions adaptées au contexte et aux savoir-faire traditionnels, ceux des femmes notamment. La souveraineté alimentaire des pays est indispensable, et pour cela le droit de choisir ce que l'on produit, ce que l'on mange, ce que l'on importe est fondamental, tout comme le contrôle des ressources locales les plus importantes (terres, eau, semences...).

Le commerce en matière d'agriculture et d'alimentation doit se plier à des impératifs sociaux et écologiques. Nous disons non aux OGM et aux brevets sur le vivant, et réitérons notre conviction que la diversité biologique, les savoirs et savoir-faire traditionnels, notamment féminins, doivent être préservés et utilisés à bon escient, et non pas dérobés par les multinationales à leur seul profit.

L'eau

Aujourd'hui, l'eau est devenue un enjeu majeur pour l'ensemble des populations de notre planète, enjeu qui ne fera que s'accroître face aux phénomènes de raréfaction, pollution et de marchandisation auxquels est soumise cette précieuse ressource. Pour que demain, chacun puisse en disposer en quantité et qualité suffisante, il est primordial de considérer l'eau comme un bien public mondial et de veiller à ce que son accès reste un droit humain fondamental.

Dans les pays du Sud, ce sont les femmes qui, au quotidien en sont les principales gestionnaires et usagers. Ceci de par la multiplicité des tâches (consommatrices d'eau) qu'elles doivent assumer, pour elles-mêmes mais le plus souvent pour le groupe familial tout entier. Il s'agit des travaux domestiques (cuisine, lessive, toilette), mais également d'autres secteurs comme l'agriculture, l'artisanat ou la petite restauration. A ce titre, les femmes sont les premières victimes des problèmes de raréfaction, pollution, hausse des prix, conflits et carences pouvant survenir autour de l'eau. Il se traduit souvent pour elles par une surcharge de travail, lié à l'allongement de la distance et du temps d'approvisionnement ou des interruptions de leurs activités. En outre, lorsque les sources alternatives ne produisent pas une eau de bonne qualité, elles doivent soigner leurs familles à cause des maladies qui exigent des dépenses de santé difficilement surmontables.

Ainsi, les femmes du Sud connaissent souvent mieux que quiconque les besoins et problèmes locaux en matière d'eau, et pour cette raison, il est primordial qu'elles soient systématiquement consultées lors de la mise en œuvre de projets hydrauliques (qu'il s'agisse d'eau à usage domestique, agricole ou autre).

Mais les reconnaître en tant qu'utilisateurs ne suffit pas, il est impératif de les considérer comme actrices et gestionnaires à part entière du développement de leur communauté. Au même titre que les hommes, elles doivent être impliquées, à tous les niveaux, dans les processus de décision et de gestion : en participant à l'identification des besoins grâce à la mise en œuvre d'une approche participative sensible au genre ; en prenant part activement aux réunions et plus généralement aux prises de décision ; en recevant la formation et l'information adéquates, en s'impliquant de manière effective dans les structures de gestion technique et financière des ouvrages.

La répartition des rôles entre hommes et femmes peut évoluer. Certaines activités économiques liées à l'eau (comme le transport) sont parfois transférées des femmes aux hommes, notamment du fait que les femmes ne bénéficient pas toujours des innovations technologiques. Il est souhaitable que les femmes assument de nouvelles responsabilités au sein de leur communauté, d'autant plus s'il en va de la pérennisation et de l'efficacité des services.

Tout ce processus d'implication des femmes dans la gestion des ressources en eau, de par les remises en question qu'il suscite, nécessite de prendre un certain nombre de mesures, et de mobiliser les moyens humains et financiers adéquats. Ceci afin de développer une sensibilité, les connaissances et compétences nécessaires, et ce à tous les niveaux :

Au niveau des professionnels du développement (agents de terrain, chercheurs, bailleurs), par des sensibilisations sur l'intérêt de l'approche genre dans les projets hydrauliques, par des formations sur les outils et méthodes à mettre en œuvre pour favoriser la participation des femmes, mais aussi pour prendre en compte leurs contraintes et besoins avant de concevoir les projets.

Au niveau des populations, par des sensibilisations sur les impacts positifs de l'implication de tous, par des formations à la gestion technique et financière des ouvrages hydrauliques, ainsi que d'autres formations (alphabétisation notamment), adressées plus spécifiquement aux femmes, destinées à leur donner les compétences et la confiance en soi suffisantes pour assumer pleinement leurs nouvelles fonctions. On devrait toujours commencer par "l'écoute des femmes", étant donné leur capacité à tenir compte de contraintes qu'elles connaissent mieux que quiconque au moment de l'élaboration d'un projet.

Au niveau budgétaire, en allouant des montants suffisants aux volets d'accompagnement des projets techniques, pour que les agents de terrain aient le temps d'exploiter réellement les outils leur permettant d'obtenir des données désagrégées par sexe (dans les phases tant d'identification que d'évaluation), de mettre en œuvre les actions nécessaires à la participation des femmes (animation, formation...), et de réaliser un suivi régulier après le projet.

A un niveau plus global, associer les femmes, notamment celles issues de la base, dans les réflexions, le montage et le suivi des programmes environnementaux au niveau des États.

Les femmes jouent un rôle capital dans la gestion et la préservation de l'environnement, et à ce titre au moins, elles doivent être consultées, écoutées et impliquées d'une manière bien plus conséquente qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Santé environnementale

Les femmes sont directement affectées, comme personnes et pour certaines comme mères, par les questions de santé environnementale, non seulement parce qu'il s'agit d'un domaine qui les concerne traditionnellement, mais en plus parce qu'elles en ressentent les effets sur leurs corps et sur leurs vies. Les effets dévastateurs de la contamination nucléaire et de la pollution de l'air, de l'eau et de la terre par les POPs sont au cœur des préoccupations des femmes et constituent une menace frontale pour la durabilité du développement.

Les femmes sont doublement concernées par les pesticides, à la fois en tant que productrices agricoles et donc utilisatrices des pesticides hautement toxiques, et en même temps comme consommatrices, dont la santé est affectée lorsqu'elles consomment de l'eau ou de la nourriture contenant ces pesticides. On a constaté depuis Rio, que les femmes sont souvent à la tête des organisations civiles qui se mobilisent pour avoir accès à l'information sur la pollution nucléaire ou chimique ou qui, le cas échéant, produisent cette information et la diffusent largement, dans les langues et langages accessibles au plus grand nombre. Ce faisant, elles renforcent le tissu de la démocratie participative, souvent locale, et fomentent un nécessaire débat public sur la situation. Les recherches qui se sont développées dans le sillage de la conférence de Rio notamment, ont permis aux femmes de mettre en évidence les liens entre la pollution et le développement de nombreux cancers, notamment du sein et de l'appareil reproductif. Elles ont également montré que les POPS produisent de graves troubles du système immunitaire et nerveux, ainsi que du système hormonal et reproductif des hommes et des femmes. Baisse de la fécondité, stérilité, fausses couches et malformations des enfants sont les résultats de la pollution chimique et nucléaire notamment, de même que les recherches prouvent qu'elles causent également des retards et des troubles de développement chez les enfants.

Les femmes s'impliquent dans les mouvements qui proposent de retrouver des savoir-faire traditionnels (cultures vivrières associées plutôt que monoculture d'exportation), ainsi que pour l'interdiction internationale des pesticides toxiques et plus généralement des POPs.

La création de centres de recherche indépendants des États et des entreprises responsables de ces pollutions est nécessaire. Ces centres doivent être soutenus, tout en garantissant leur indépendance absolue. Les résultats de toutes les recherches, sensibles au genre, doivent être largement diffusés, la population doit être consultée et la société civile écoutée, notamment quand elle exige l'élimination des sources de pollution.

Nous refusons très fermement le discours des fabricants d'OGM qui souhaiteraient faire passer l'idée que grâce à eux, moins de pesticides seront utilisés.

Habitat

Les femmes ont directement intérêt au maintien et au développement des investissements sociaux et de logement, en particulier en milieu urbain, car toute détérioration de ces services les oblige à un surcroît de travail. Elles protestent contre le recul des investissements en infrastructures et services urbains. Elles s'opposent aux privatisations de ces services, qui augmentent les coûts sans qu'on constate d'amélioration des services (on constate même

éventuellement des détériorations). Il y a également lieu de prévoir les mesures socio-économiques nécessaires pour accompagner ce droit afin de pouvoir conserver son logement.

L'accès au logement et à la propriété du logement pour les femmes chefs de famille est une condition indispensable à l'amélioration de leur bien-être et celui de leur famille.

En Mauritanie, aucune attention n'est donnée à la dimension genre dans la politique du logement et les investissements qui la concernent. L'habitat demeure avant tout un problème d'hommes et le fait que 36,3% des femmes soient des chefs de ménages et que le taux de divorce soit de 44% ne change rien à la réalité dans ce domaine.

Le droit à la ville passe par la démocratie participative. Le droit au logement est un droit humain.

Modes de production et de consommation

1 enfant des pays développés a un impact écologique équivalent à celui de 30 enfants de pays en développement !

Des mesures doivent être prises de manière structurelle pour que les modes de production et de consommation, tant au Nord qu'au Sud, aussi bien dans le monde rural qu'en ville, ne soient pas destructifs pour l'environnement et la santé. Cela passe en premier lieu par une réduction de la production et de la consommation dans les pays industrialisés.

Cela passe également par une transformation de l'attitude des citoyennes et citoyens et par un rééquilibrage de la prise de décision entre société civile, États et entreprises, dans lequel les instances internationales ont un grand rôle à jouer. Cela signifie surtout des transformations économiques à grande échelle, tels le renoncement immédiat à la division internationale du travail en vigueur actuellement, l'arrêt du pillage des ressources du Sud par le Nord, du transfert des risques écologiques et de la pollution du Nord vers le Sud et de l'Ouest vers l'Est. Renvoyer à des problèmes de comportements domestiques individuels (notamment de consommation), dans une perspective somme toutes assez moralisatrice ne doit pas faire l'impasse sur les phénomènes structurels qui conduisent à la détérioration de l'environnement et à l'aggravation de la pauvreté - la mondialisation néolibérale et les politiques d'ajustement structurel- et sur les responsabilités, tant des multinationales que des États et des instances internationales.

Depuis Rio, le développement de l'innovation techno - scientifique dans la production a versé sur le marché des biens et services qui sont des produits de plus en plus difficiles à évaluer dans leur impact sur notre santé physique et mentale, sur la société et l'environnement.

L'analyse critique que les femmes ont portée sur la science et la technologie demande une prise en compte éthiquement responsable des nouvelles technologies de reproduction et de biotechnologies, de la bio-médecine expérimentale en général, de la neurobiologie, le génie génétique.

A Rio en 1992, les femmes demandaient déjà "l'arrêt des recherches, du développement de la production et de l'utilisation du nucléaire et de l'extraction d'uranium et la cessation progressive de l'énergie nucléaire au profit de sources d'énergie non polluantes". Où en est-on maintenant ?

Le principe de précaution doit guider toute décision qui peut avoir des conséquences sociales, environnementales et culturelles. Le rôle que les communautés locales jouent dans la gestion des éco-systèmes doit être reconnu. Les femmes doivent pouvoir disposer des moyens et ressources nécessaires à leur pleine participation aux processus de prise de décision.

Nous souhaitons qu'à Johannesburg, nos gouvernants prennent des engagements en ce qui concerne l'accès "égalitaire" des femmes à la scolarisation, l'éducation, l'information, principalement dans le domaine techno-scientifique. Que soit réaffirmée la volonté de promouvoir la présence des femmes dans la recherche et les activités liées aux innovations techno-scientifiques ainsi que dans la prise de décision dans les domaines bio - médical, dans celui de la génétique et de la reproduction humaine.

Il faut donner suite aux nombreuses protestations des populations autochtones dont les territoires, les terres ancestrales et les cultures toutes entières sont gravement menacées ou tout simplement anéanties par l'exploitation pétrolière ou minière. Il est urgent de remédier à ces déprédations, motivées par l'appât du gain des multinationales et par l'usage inconsidéré et aberrant des ressources naturelles dans le cadre d'un système international de production dévastateur.

Recommandations générales

Les femmes s'opposent à la privatisation de ressources naturelles publiques. Des ressources telles que l'eau doivent rester dans le domaine des biens communs de l'humanité et ne pas être détournées au profit de quelques-uns.

Il faut soumettre les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international) au droit international des Nations Unies. L'organe de règlement des différends de l'OMC (ORD) doit respecter les droits humains et environnementaux avant de produire des arbitrages économiques (hiérarchie du droit)

Nous voulons :

- que les institutions financières soient transparentes, contrôlables par la représentation nationale et comprennent un nombre croissant de femmes aux postes de direction ;
- que les prêts de la Banque mondiale et des banques régionales soient assortis de contraintes de développement humain basées sur les indicateurs du PNUD, de l'UNIFEM ;
- que les transactions spéculatives soient taxées et que les fonds ainsi dégagés soient à hauteur de 50% explicitement affectés à la réalisation de l'égalité hommes-femmes ;

De même que pour d'autres conventions, comme celles sur la biodiversité, le climat, les droits humains et les droits des enfants, il faut rappeler la nécessité pour tous les gouvernements de ratifier et de mettre en œuvre les textes suivants :

Les Stratégies prospectives pour l'avancement des femmes (Nairobi), la Convention de l'ONU pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes avec ses protocoles additionnels, la plate-forme d'action de Beijing et le document de Beijing + 5, la résolution 317(4) de 1949 "Convention pour la répression de la traite des être humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui" et le nouveau Protocole additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale des Nations Unies(2000) visant à "prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants" bien que ces conventions doivent encore évoluer ultérieurement.

Le suivi des conventions et des systèmes de contrôle doit faire partie intégrante et explicite de leur mise en œuvre. On constate hélas trop souvent que les conventions ne sont pas respectées.

La Conférence de Rio dans sa déclaration de 1992 a fait une large part aux «forces vives» de la société civile, parmi lesquelles elle cite explicitement les femmes. La reconnaissance du rôle de citoyen(ne)s s'accompagne depuis Rio de celle des outils d'une véritable participation : accès à

l'information, étude d'impact, recours aux tribunaux. Malheureusement trop peu d'instances indépendantes existent. C'est dans cette optique que les femmes soutiennent la proposition d'une convention globale sur les droits environnementaux, basée sur le principe 10 (participation de tous les citoyens) de l'Agenda 21.

Les femmes veulent que leurs droits à l'égalité et à la sécurité soient respectés, que leur contribution invisible au bien-être collectif soit reconnue, que leur participation aux choix politiques soit organisée à tous les niveaux, du local au global. »

* * *

2. « L'IMPORTANCE DE L'OUTIL INTERNET ET LES DIFFERENTES DISPONIBILITES DU POINT DE VUE DE L'ACCES DES FEMMES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (NTIC) »

par Marina GALIMBERTI

Marina GALIMBERTI est membre de «Femmes et Changements» et fondatrice de «Rapsode production», qui est une structure de production audiovisuelle et multimédia, associative et indépendante, orientée principalement vers la production et la réalisation de films documentaires et d'application multimédia, à caractère socio-culturel et socio-économique, et la mise en place de dispositifs d'éducation, de formation, de communication.

Elle est Italienne, mais vit et travaille à Paris comme auteur et réalisateur audiovisuel et multimédia. Elle travaille en free-lance pour la télévision française et italienne et intervient dans la réalisation et la coordination de produits institutionnels et pédagogiques.

Contact : rapsode@club-internet.fr

La projection de quelques images d'illustration sur l'atelier que «Femmes et Changements» a organisé à Johannesburg pour présenter sa Plate-forme a suscité l'intérêt des participants-e- à la rencontre Palabras 2002 sur l'accès des femmes à l'Internet.

Au cours de cet atelier, les femmes ont mis en pratique l'utilisation directe du forum des discussions dans un cybercafé. C'était vraiment une occasion unique en son genre, car des femmes qui n'avaient jamais utilisé l'Internet avant se sont appropriées l'outil et se sont montrées très intéressées et motivées à poursuivre le débat.

Le problème soulevé était de savoir quel est l'accès des femmes africaines au Web ? Comment pourront-elles s'approprier l'outil Internet comme un moyen de continuer à travailler sur la Plate-forme ?

L'idée de départ fut de créer un forum de discussions sur Internet pour discuter de façon plus large et alimenter le débat sur la Plate-forme «Femmes pour la qualité de la vie», pour gommer les distances et faire participer à ce débat des femmes et des hommes. Ensuite, toutes les associations de femmes et toutes les personnes qui se sont intéressées peuvent continuer à alimenter le texte en ajoutant des sujets et en même temps en modifiant davantage ce texte.

Pourquoi penser à utiliser l'Internet pour ce forum ?

On a pensé que l'Internet est un moyen pour élargir le débat, pour le rendre plus rapide, immédiat et approfondi aussi. Mais, il se pose un problème d'accès à l'Internet, plus précisément en Afrique et en Amérique du Sud. Le coût de la connexion et des équipements pour la création du site est très élevé, le temps, la lenteur dans le chargement des images, par exemple, etc. sont autant d'obstacles qui bloquent l'accès à cet outil de développement.

L'expérience du réseau ISIS aux Philippines a par ailleurs démontré qu'il y a moyen d'agir autrement et lorsqu'on s'y met, tout est possible, car on peut se servir des réseaux déjà existants pour faire passer les messages.

En quoi consiste le travail de ISIS ? Son travail consiste à recevoir des informations par Internet et à les remettre sous toutes les formes possibles afin qu'elles soient dispatchées et rediffusées le plus rapidement possible et le plus facilement possible partout sous différentes formes (fax, papier, mail, etc.). Ceci dans le seul but de faire circuler certaines thématiques élaborées par des femmes de la base, de façon à faire passer l'information.

L'un des objectifs de cet outil Internet est de créer des interactions **entre** groupes. L'information doit être traduite même en langues locales et doit être mise à disposition des usagers pour que les femmes se l'approprient. C'est l'idée même de la passerelle, **du** relais qui est ici très importante, car tout le monde n'a pas accès à l'Internet, surtout en Afrique où dans certains coins, l'Internet n'existe pas encore ou n'est pas à la portée de toutes les bourses.

Pour la passerelle, la première chose à faire, c'est de mettre le texte et de proposer un forum de discussions, de réflexions. Il conviendrait de mettre quelque chose de léger pour que tout le monde puisse y accéder facilement, débattre rapidement, ajouter des informations par des systèmes de publication directe, donner des idées, parler d'une pratique, donner des indicateurs, par exemple par rapport aux huit thématiques de la Plate-forme et proposer des nouvelles thématiques.

Un autre élément, c'est le portail. C'est la mise en ligne sur le site de tous les articles, des informations, des déclarations, des pétitions. C'est le lieu où on peut donner des informations de fond, donc plus longues et approfondies, pour animer le débat et alimenter les réflexions pour pouvoir ajouter de la matière à la Plate-forme, puisqu'il n'y a pas de censure.

A l'intérieur du portail, il y a des sous-rubriques, par exemple, la sous-rubrique «partenaires». Ce sont des liens qui renvoient vers les sites d'autres organisations, comme le Monde selon les femmes, Enda-Pronat, etc. afin de créer un tissu. Ceci permet de ne pas reproduire ni de refaire les informations déjà traitées ailleurs (continuer à produire le même travail) mais de profiter du travail existant et de le diffuser au maximum. Donc, on peut à partir des outils qui existent déjà y passer de la matière, du volume et de la qualité au lieu d'en faire des petits sites partout.

Un troisième outil, c'est la mailing list. C'est plus le côté pratique, l'actualité en bref, l'information, l'agenda, le courrier électronique. Il consiste à faire passer l'information très rapidement sur quelque chose, à faire passer très vite une action d'un groupe à un autre.

Conclusions

En vue du Sommet de Johannesburg, les huit thèmes de la Plate-forme ont été développés, mais les femmes ont donné comme préalable à toute action de développement, la restauration de la paix pour un développement durable dans les pays où il y a la guerre. La question de la migration a aussi été traitée et des sous-thèmes comme la traite des êtres humains, la prostitution ont été également insérés dans l'action.

Du point de vue de genre, beaucoup de doutes ont été exprimés (il y a beaucoup de limites) par les femmes africaines quant à la possibilité d'accéder à l'Internet. Ceci est dû entre autres au manque de formation et d'apprentissage, il y a aussi certaines résistances à la technologie, voire la peur par rapport à l'outil et le problème de la langue.

Le gros du problème, c'est de savoir comment rendre plus facile l'accès à l'outil. Ce qui est important, c'est *la question de l'autogestion*, c'est-à-dire, la capacité d'utiliser et d'autogérer cet outil, l'appropriation de l'outil pour en faire ce qu'on doit faire, pour faire émerger les besoins et les réflexions de la base.

Ceci dit, l'Internet peut donc être un outil simple d'accès, une passerelle permettant d'envoyer rapidement l'information quelque part pour quelle soit dispatchée sous d'autres formes. Il peut être utilisé comme un véritable outil de résistance et d'action. Il permet de gommer les distances afin que le débat soit le plus élargi possible. L'objectif de « Femmes et Changements » est l'appropriation très élargie de l'Internet par différentes associations des femmes pour participer à la Plate-forme afin de l'alimenter avec des apports diversifiés et de réfléchir sur la transversalité entre les thèmes en évitant de les sectoriser.

* * *

3. « LES EFFETS DE LA PRIVATISATION EN TERME DU GENRE DANS LE MILIEU RURAL EN AFRIQUE : LE CAS DU SENEGAL par Mariam SOW

Mariame SOW est coordinatrice de Pronat (Enda-Sénégal)

PRONAT travaille sur trois axes, à savoir : un axe de renforcement des capacités et des techniques de production par des pratiques agro-écologiques, un axe de renforcement des capacités des pouvoirs des décisions des organisations paysannes, et un axe de communication.

Contact : pronat@enda.sn

La communication de Mariam SOW a démontré clairement que l'utilisation des produits agrochimiques, notamment des pesticides a eu des conséquences désastreuses dans la vie des populations au Sénégal, notamment pour les paysans.

Devant une telle catastrophe, PRONAT a résolu d'organiser des actions de sensibilisation et d'information sur la bonne utilisation des pesticides en direction des organisations paysannes, des hommes et des femmes afin de les amener à développer une agriculture saine et durable.

L'idée de la privatisation au Sénégal remonte en 1980. Elle a été initiée par le gouvernement sur injonction de ses partenaires au développement (Banque Mondiale, FMI). Cette décision a conduit au désengagement de l'Etat, laissant la place au secteur privé avec des conséquences et des répercussions très néfastes sur la qualité de la vie des populations et surtout sur les groupes défavorisés et vulnérables dont les femmes. Les domaines tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'agriculture, l'élevage, la production, l'énergie, le transport, etc. ont été tous perturbés. La privatisation est perçue comme une nouvelle forme de colonialisme : "l'étranger continue toujours, sous d'autres formes, à dicter aux pays africains ce qu'ils doivent faire".

Mais comment ces différents secteurs ont-ils été affectés par la privatisation ? Quels sont ses effets en terme de genre ?

Dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage

Ce secteur est le plus concerné car les conséquences néfastes se sont plus ressenties en milieu rural. La loi sur le domaine national énonce clairement que la terre appartient à l'Etat. Tant que le producteur a les moyens, il peut l'exploiter et la garder mais ce n'est pas sa terre. Avec le désengagement de l'Etat de ce secteur d'activité, les femmes ont vécu des situations très critiques de marginalisation : elles sont écartées du centre des pouvoirs de décision, elles n'ont pas accès à l'information, à la formation et aux moyens de production. Les exemples du bassin arachidier, des régions de la Casamance et de la vallée du fleuve ont montré les limites des effets de la privatisation sur les femmes paysannes. Les conditions sont très difficiles suites aux aléas climatiques (salinisation, terres appauvries, etc.) et à l'abandon des techniques culturelles traditionnelles avec lesquelles les femmes cultivaient sans pesticides, ni engrais, sans machines et cela au profit des techniques modernes qui sont très coûteuses et exigent beaucoup de moyens et d'investissements. Les barrages érigés par le gouvernement ont désorganisé la production agricole (arbres coupés). Toutes ces techniques importées, par contre n'ont rien apporté. Au contraire, elles ont déstructuré et déséquilibré les populations, avec la privatisation de leurs terres, aggravant par-là leur misère, notamment pour les femmes.

Dans le domaine de la santé

L'utilisation des produits agrochimiques, la dégradation des terres consécutives à la monoculture, le changement dans l'alimentation ont tous contribué à la fragilisation de la santé humaine.

En plus de la pauvreté qui les accable, les femmes rurales Sénégalaises sont victimes du Sida à cause de l'exode rural des hommes. Le comble, c'est qu'il n'existe aucun système de sécurité sociale pour ces pauvres populations rurales. En cas de maladies, toute la prise en charge des soins aux enfants et aux autres membres de la famille repose sur le dos des pauvres femmes.

Dans ce même domaine, il y a eu aussi abandon des pratiques traditionnelles de traitement et de se soigner. Le contact avec «le développement» et les progrès scientifiques sont à la base de cet abandon de la médecine et de la pharmacopée traditionnelle, du savoir-local, qui est négligé au profit des produits pharmaceutiques modernes.

Mais face à ces situations de crise, quelques initiatives salvatrices se sont créées en milieu rural. Un autre département au sein de Enda-Pronat essaie de développer les mutuelles de santé. Il regroupe des entités qui travaillent sur la pharmacopée, sur la médecine traditionnelle pour arriver à revaloriser certains savoirs locaux qui ont été abandonnés au profit du savoir scientifique. Il convient de préciser que la rupture n'est pas créée avec la médecine moderne, on essaie de mettre les deux ensembles.

Au niveau de l'éducation

Comme la santé, l'éducation scolaire était prise en charge par l'Etat. Avec son désengagement dans le secteur public, l'application de la privatisation était perçue comme une nécessité. L'Etat et ses partenaires internationaux pensaient réduire l'interventionnisme de l'Etat providence. Actuellement, ce sont les parents qui prennent en charge l'éducation des enfants. Ce qui représente un coût à leurs yeux, eux qui pensaient assurer un avenir meilleur à leurs enfants. L'école a donc perdu sa valeur.

La crise a occasionné beaucoup de cas d'abandon scolaire tout simplement parce que les parents ne peuvent plus payer la scolarité. La pauvreté qui les accable les pousse quand il s'agit de faire un choix pour envoyer les enfants à l'école, à sacrifier les petites filles au profit des garçons. Et ce sont surtout les femmes démunies qui remuent ciel et terre pour scolariser tant soit peu leurs enfants, parce que culturellement, c'est un poids moral pour les femmes si les enfants ne réussissent pas à l'école. Dans certaines contrées, il y a même tendance au retour à l'école traditionnelle, à l'école coranique, où l'enfant est pris en charge par lui-même ou par son marabout. Le système de volontariat des enseignants qui sont logés et nourris par les populations fait son bonhomme de chemin.

Somme toute, en Afrique, l'Etat s'est désengagé de son rôle de prestataire des services et cela à tous les niveaux.

La situation est très compliquée en milieu rural où ce désengagement de l'Etat ressemble à un sevrage précoce qui est plus ressenti par les femmes. Toutes les activités dans les différents domaines : l'éducation, la santé, l'agriculture ont été dirigées et gérées par les hommes, les femmes, elles se trouvent au second plan.

Ce qui est fondamental, c'est d'arriver à développer une éducation beaucoup plus globale, qui recentre un peu sur le traditionnel. Au lieu de déraciner tout et de créer la rupture entre l'éducation traditionnelle et l'éducation moderne et répartir à zéro, il faudrait plutôt tenir compte du savoir et du pouvoir local et essayer d'avancer au niveau de l'ensemble des secteurs d'activités.

Pour arriver à préserver l'environnement et à avoir une vie meilleure en milieu rural, l'éducation doit être privilégiée. Mais, on remarque qu'entre l'éducation traditionnelle et moderne, il y a des brisures, des ruptures, les valeurs essentielles de la société ne sont plus transmises. Par exemple, on a appris aux gens comment produire et à produire plus sans pour autant les éduquer à produire durablement (les effets de l'utilisation des engrais chimiques). En plus, la qualité de l'enseignement n'est plus garantie, les formations sont précaires et les enseignants sont mal rémunérés.

Introduction

La privatisation est la vente de biens et services publics jadis assurés par l'Etat pour l'ensemble de la population, à des personnes physiques ou morales de droit privé qui mettent en avant l'intérêt personnel, c'est-à-dire le bénéfice. Dans ces conditions, les intérêts des consommateurs sont en général relégués au second plan.

Pendant les années 80, le Sénégal, à l'instar des autres pays en développement, a initié un programme de privatisation sur injonction de ses partenaires au développement (Banque Mondiale, FMI). Cette décision était motivée par deux raisons :

- d'une part, les budgets publics ne pouvaient plus supporter les charges induites par le fonctionnement du secteur public ;
- de l'autre part, dans un monde marqué par un capitalisme triomphant et face aux exigences de la concurrence, et dans certaines conditions, l'initiative privée s'est souvent montrée plus efficace en produisant des biens et des services de qualité et à meilleur prix, pour ceux qui peuvent payer.

L'Etat sénégalais s'est petit à petit retiré de plusieurs de ses devoirs, laissant la place à des privés mal organisés qui peinent pour assurer correctement ces services.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur la qualité de la vie des populations qui la perçoivent comme une nouvelle forme de colonialisme : "l'étranger continue toujours, sous d'autres formes, à dicter aux pays africains ce qu'ils doivent faire". On redoutait que la privatisation ne soit un retour au monde capitaliste inégalitaire au détriment des groupes défavorisés comme les femmes qui, compte tenu de leur statut et de leur poids démographique, constituent une couche sociale particulièrement vulnérable. Elles supportent l'essentiel des perturbations engendrées au niveau de la production, de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'énergie, du transport...

En milieu rural, cette privatisation est venue empirer des conditions déjà difficiles à cause des aléas climatiques. Cependant les populations, notamment les femmes ne sont pas restées les bras croisés. Tant bien que mal, elles essaient de répondre à la situation malgré les pesanteurs sociales.

L'agriculture

En milieu rural sénégalais, les conditions sont devenues très difficiles à cause des perturbations climatiques. L'exode rural et/ou l'émigration internationale sont les solutions qui s'offrent aux hommes. Finalement ce sont les femmes qui restent pour développer des alternatives de survie des familles dans un milieu très dégradé et surtout marqué par les conséquences des choix politiques, généralement raisonnés en dehors d'elles (monocultures, intensification, lois foncières, privatisation).

Ce qui est déplorable dans le désengagement de l'Etat, c'est surtout son caractère précipité qui a mis les femmes au devant de la scène. En effet, jusqu'après les indépendances, l'encadrement agricole n'a eu que peu de considération vis-à-vis du travail des femmes. Les sociétés de développement n'existaient que pour appuyer les cultures de rentes principales pourvoyeuses de devises à la nation. Ces structures ont toujours eu tendance à considérer les activités agricoles commerciales comme exclusivement réservées aux hommes. Il en a résulté une certaine marginalisation des femmes et de leur travail qui constitue pourtant un apport essentiel dans l'économie des ménages. Les femmes éprouvent des difficultés pour accéder au matériel, aux intrants à la formation et à l'information, bien qu'elles soient au centre de toutes les activités agricoles.

Le désengagement de l'Etat du secteur agricole est intervenu au moment où les femmes elles-mêmes et les ONG qui les accompagnent commençaient à prendre conscience du rôle des femmes dans l'agriculture. Ces dernières ont beaucoup souffert de cette situation.

Dans le bassin arachidier, la mécanisation agricole (cultures attelées) conseillée par les Services étatiques a poussé les agriculteurs à couper beaucoup d'arbres. Du fait de la monoculture et en absence de restitutions organiques adéquates, les terres se sont appauvries alors que les fertilisants chimiques sont hors de portée. La fertilisation naturelle demande des disponibilités en biomasse et en eau, deux ressources devenues rares et inaccessibles à cause des conditions climatiques.

L'accès à la formation n'est pas non plus aisé pour les femmes. Non seulement elle est très coûteuse et inaccessible à leurs moyens, mais les offres sont rares et mal adaptés à la demande des femmes.

Les femmes de la vallée du fleuve Sénégal ne sont guère mieux loties. Elles sont confrontées aux mêmes problèmes que leurs sœurs du bassin arachidier en termes de fertilité des sols, de rareté des ressources ou d'absence de formation. Leur sort est même plus inquiétant à cause de la mise en eau des barrages hydroélectriques (Diama et Manantali). En effet, le fonctionnement normal de ces ouvrages entraîne la suppression pure et simple des activités traditionnelles basées sur les crues du fleuve qui ont toujours assuré aux populations de cette région l'essentiel de leurs besoins alimentaires.

L'aménagement de la Vallée a coûté cher aux trois Etats riverains du fleuve Sénégal. Pour le rentabiliser, les Etats pensent qu'il faut intensifier l'agriculture. Or cette intensification appelle des moyens que les populations seules ne peuvent assurer, au moment où l'Etat se désengage de la production. En définitive, on se pose la question de savoir si ce n'est pas une stratégie des pouvoirs publics pour déposséder les populations de leurs terres au profit des agro-industriels, pour plus tard transformer les paysans de la Vallée en ouvriers agricoles sur leurs propres terres.

Quelques villages arrivent à exploiter des périmètres irrigués, mais ils sont confrontés à un défaut de maîtrise des coûts des prestations assurées par des privés (labour, eau, engrais, intrants, etc.). La vente de ces services oblige les producteurs et les productrices à s'endetter auprès du crédit agricole, et en cas de non-remboursement, les terres sont purement et simplement gelées. Les propriétaires ne peuvent plus les mettre en valeur faute de crédit. Ceux qui arrivent à récolter du riz sont confrontés à des problèmes d'écoulement car le riz de la Vallée est fortement concurrencé par les importations asiatiques de brisures de riz dont le marché a été libéralisé. En absence de toute subvention, les facteurs de production deviennent trop élevés, si bien que le riz local revient plus cher aux consommateurs que le riz asiatique qui est fortement consommé au Sénégal.

Les mêmes situations et les mêmes questions se posent dans les régions Sud (Ziguinchor) et Est (Tambacounda) avec la salinisation des terres et l'exploitation abusive des ressources forestières.

La santé

Les dégradations liées à l'agriculture ont de très fortes répercussions sur la santé humaine. L'utilisation de produits agrochimiques, la dégradation des terres consécutive à la monoculture, les changements dans l'alimentation... contribuent à la fragilisation de la santé humaine.

En plus de la pauvreté qui les accable, les femmes rurales du Sénégal sont victimes d'un autre malheur des temps modernes qu'est le SIDA. En effet, avec l'ouverture et la crise des systèmes de production, les hommes deviennent plus mobiles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. L'exode et l'émigration sont à l'origine de l'apparition et de l'amplification du VIH dans les zones rurales, et les femmes sont les victimes innocentes d'un fléau qu'elles n'ont pas provoqué.

Le comble c'est qu'avec tous ces problèmes, il n'existe aucun système de sécurité sociale pour les populations rurales. L'accès aux soins de santé est très problématique. Les consultations et les ordonnances médicales sont devenues payantes, et pour l'essentiel ce sont les femmes restées au village qui doivent faire face à ces frais au niveau des structures médicales et sanitaires. Toutes les économies des ménages peuvent être englouties dans les frais de santé des enfants, des femmes elles-mêmes voire des maris. Les femmes n'hésitent pas à vendre leur bétail ou leurs parures pour faire face à ces dépenses. Si tous ces recours sont épuisés, la famille laisse traîner la maladie en espérant que ça ira mieux un jour. Mais le plus souvent la maladie s'aggrave et en dernier recours on s'adresse au cousin, au frère, à l'oncle qui habite la ville et qui est censé être plus nanti. Cette chaîne de solidarité africaine est malheureusement en train de disparaître.

Traditionnellement, le problème de la santé a été toujours un problème de toute la famille. Selon la nature et le degré de la maladie, chaque membre de la famille, en fonction des liens de parenté avec le patient, avait un rôle et une contribution à donner.

Avec les progrès scientifiques et techniques, la médecine s'est modernisée et les populations ont petit à petit abandonné la médecine et la pharmacopée traditionnelle au profit des traitements chimiques de la médecine moderne qui au début était gratuite. Lorsque l'Etat s'est désengagé, ces produits sont devenus subitement trop chers et hors de portée des femmes rurales et même urbaines qui ont en charge les soins de santé de toute la famille.

Ce constat a justifié la création au sein de l'organisation ENDA d'un département spécifiquement chargé de la revalorisation de cette pharmacopée et des savoirs locaux traditionnels en matière de santé humaine. Ce même département appuie une expérience d'un processus de mutualisation de la santé en milieu rural dans la zone de Fandène (à 100 km de Dakar).

L'éducation

Dans la famille traditionnelle africaine, l'enfant est un être commun à équidistance avec tous les membres de la communauté. Néanmoins sa mère assure l'essentiel des charges liées à son éducation. C'est à elle que revient le devoir de lui inculquer dès le bas âge (6 à 7 ans) les valeurs essentielles de la société. Après, si c'est un garçon, il commence à intégrer les hommes en apprenant progressivement avec son père, ses frères, ses oncles... les activités quotidiennes des adultes de sa communauté. C'était donc une éducation qui se faisait simultanément avec l'initiation aux métiers de la vie. La personnalité de l'enfant est petit à petit, à la fois tant sur le plan psychoaffectif que psychomoteur. La fille restait plus longtemps aux côtés de sa mère chargée de lui apprendre à bien se comporter et surtout l'initier aux travaux domestiques.

Cette forme d'éducation des enfants a été fortement influencée et même bouleversée par les contacts avec les peuples arabo-berbères et occidentaux pendant les divers épisodes coloniaux de l'Afrique.

Dans les communautés musulmanes, après 7 ans, l'enfant est confié à un maître d'enseignement coranique (marabout) chargé de lui apprendre les connaissances de bases de la religion musulmane.

Lors du contact avec les colons occidentaux, une partie de cette éducation a été transférée au niveau des écoles, et certains villages ont très tôt envoyé leurs enfants à l'école.

Comme la santé, l'éducation scolaire était entièrement prise en charge par l'Etat (fourniture, allocations scolaires, internat, etc.). Il en a été ainsi pendant des années jusqu'à ce que les parents ont commencé à prendre conscience de l'importance de la scolarisation des enfants. A partir des années 80, l'Etat s'est allégé d'une partie des charges liées à l'éducation des enfants. Les populations rurales qui ont déjà des difficultés pour assurer leur sécurité alimentaire, se retrouvent obligées à prendre en charge tout ce qui est fourniture et entretien des écoliers. Dans certains milieux, les populations ont même pris en charge la construction de leur école. Ce qui est devenu aujourd'hui très difficile, compte tenu de la dégradation continue des conditions du monde rural.

En ce qui concerne l'éducation des enfants en milieu rural, il ne faut pas s'étonner de trouver les femmes à l'avant garde du combat. En effet une croyance islamo-populaire a toujours réussi à faire croire aux femmes que les enfants qui réussissent sont ceux d'une mère correcte, soumise et dévouée à son mari. Aujourd'hui beaucoup de mères de familles se battent, malgré les difficultés, pour assurer presque seules l'éducation de leurs enfants. En dehors de ces considérations religieuses, l'affection de la mère est tellement naturelle et forte, et on dit chez nous : « C'est l'enfant de sa mère. »

La poursuite de la scolarité des enfants qui ont réussi à entrer au collège est assujettie à l'aide des parents et amis installés en ville qui acceptent d'héberger les jeunes. Aujourd'hui, cela semble très difficile car ces parents et amis vivant en ville sont eux aussi confrontés à leurs propres problèmes de survie. Malgré tout, on constate que des mères de famille persistent une fois les capacités et les chances de réussite de l'enfant sont reconnues. Dès lors, adienne que pourra, elles se sacrifient en se privant de beaucoup de choses pour pouvoir prendre en charge les études de leur enfant en ville.

A ces conditions difficiles s'ajoute une dégradation de la qualité de l'enseignement, due à une politique de recrutement d'enseignants avec des conditions de formation précaires, et ils sont mal rémunérés.

Aujourd'hui, les populations rurales sont déçues des résultats de l'école par rapport à leurs attentes. La crainte de voir les jeunes se désintéresser de leur milieu d'origine après s'en être éloigné pendant le temps que dure leur scolarité est très grande. Beaucoup de familles rurales pensent qu'il faut retourner à l'éducation traditionnelle, puisqu'elles n'ont plus les moyens de garantir une bonne éducation à leurs enfants, en particulier des filles.

L'enfant qui n'a pas réussi à aller au bout de ses études, perd ses repères qu'il aurait pu acquérir en accompagnant son père ou sa mère et en restant dans sa communauté d'origine.

Quelques initiatives

Au moment de la mise en œuvre de la privatisation ou du désengagement du secteur public, c'était perçu comme une nécessité par l'Etat et ses partenaires internationaux qui souhaitaient réduire l'interventionnisme de l'Etat providence.

Les populations, quant à elles, l'ont toujours appréhendé. A travers la réduction du rôle du pouvoir public au profit de l'accroissement de celui du privé, elles craignent de se retrouver à la merci des spéculateurs sans scrupule et surtout le monopole du capital étranger, car les nationaux avaient peu de moyens de suppléer convenablement l'Etat.

Ayant pris conscience des enjeux de cette situation, les organisations paysannes avec l'appui des ONG, tentent de prendre de nouvelles initiatives pour trouver des réponses. Il se trouve que les femmes sont assez présentes dans ce processus et développent des initiatives au niveau de l'agriculture, de l'élevage, du maraîchage... Mais les activités des femmes se heurtent à un problème de financement en raison de la faible productivité et de leur caractère aléatoire.

Pour faire face, elles organisent des tontines villageoises. Si les sommes mobilisées sont relativement faibles, l'expérience a montré que ces initiatives constituent un moyen susceptible d'être efficace, pour peu qu'on y apporte des améliorations. En effet, dans leur principe, les tontines sont très simples puisqu'elles sont basées sur la réciprocité et l'égalité entre les membres d'une petite communauté villageoise solidaire.

C'est ce que notre organisation a compris et a décidé d'accompagner une organisation villageoise dans la région de Thiès (70 km de Dakar). D'une simple structure d'entraide villageoise, l'organisation a évolué vers une caisse d'épargne et de crédit entièrement gérée par les populations qui arrivent à financer l'essentiel de leurs activités de production (maraîchage, petit élevage, petit commerce, transformation du poisson etc.).

Aujourd'hui, l'Etat, les ONG et les hommes ont compris que si l'Afrique a encore des chances de sortir du gouffre, se sera en partie grâce à la bravoure des femmes. Il reste à imaginer des stratégies maîtrisables qui s'inscrivent dans la durabilité pour soutenir de façon significative, les initiatives des femmes.

Conclusion

Après deux décennies d'évolution, il est difficile de remettre en cause le processus de privatisation de l'économie nationale, car les raisons qui ont conduit à sa mise en œuvre demeurent toujours. A l'inverse, il faut éviter de tomber dans l'autre versant qui consiste à une démission complète de l'Etat. Il a toujours un rôle moteur à jouer en faveur d'un développement économique et social équitable et durable. Aujourd'hui, plus que jamais il doit jouer son rôle d'arbitre en fixant les règles du jeu avec les populations en tenant compte de leur existence et de leur réalité.

Aujourd'hui, partout on prône la démocratie, on parle de la décentralisation et de la responsabilisation des collectivités locales. Mais dans la réalité, on constate que l'on remet aux collectivités des pouvoirs sans les moyens de l'exercer. On leur demande de se prendre en charge, mais les activités censées leur permettre de générer des revenus tardent à se mettre en place.

D'autre part, les politiques manipulent des idées et des concepts souvent incompris des populations pour solliciter leurs suffrages. En particulier, ils s'adressent aux femmes parce qu'en plus d'être plus facilement mobilisables, celles-ci constituent la majorité du corps électoral. Ces dernières répondent aux sollicitations sur la base de critères clientélistes, tribalistes, ethniques ou régionales. Dans ce dialogue de sourds entre les hommes politiques en quête d'une légitimité

populaire et les populations analphabètes, il y a de forte chance que le débat d'idées sur le devenir du terroir soit passé sous silence une fois les élections terminées. Alors que les électeurs ne perçoivent pas l'utilité du scrutin, les élus se révèlent souvent dépourvus de projets pour les populations qui les ont élus.

Enfin, si la multiplication des organisations paysannes est souvent perçue comme début de professionnalisation des acteurs ruraux, il ne faut pas perdre de vue la faiblesse de leur unité. Ces organisations sont souvent traversées par des querelles partisans et des conflits d'intérêt latents entre leurs dirigeants. Cette situation fort préjudiciable à l'auto promotion finit par installer le monde rural dans la lassitude et l'immobilisme. Les hommes désarmés quittent le milieu pour aller explorer d'autres cieux alors que les femmes restent pour faire face, avec les moyens du bord, pour assurer la survie de la famille.

Notre organisation et plusieurs autres ont bien compris ces enjeux. Nous sommes convaincus que pour arriver à des changements significatifs, le renforcement des capacités des acteurs dynamiques que sont les femmes doit se faire, par des activités de sensibilisation, d'information et de formation sur la citoyenneté et la revalorisation de leur rôle. Elles prendront en ce moment conscience de leurs capacités multiples et de leur poids socio-économique, et elles développeront des lobbying en vue de mieux revaloriser leur statut.

Débat sur les exposés

Les points forts du débat ont été : l'imposition de l'utilisation des semences terminator, les effets de la privatisation sur l'éducation, les conséquences de la rupture de l'éducation moderne par rapport à la tradition, la résistance comme forme d'action politique, l'accès des femmes rurales à Internet, l'accès aux logiciels gratuits pour faire passer les informations, l'uniformisation de la pauvreté, l'info-pauvreté, la nécessité de revisiter les modèles du développement, la dépendance des pays du Sud, la question du pouvoir vu par les femmes au pouvoir et par d'autres décideurs politiques, la peur du politique, l'incompétence du politique et de l'administration, l'interpellation du politique pour cause de la vente des services publics.

Concernant l'accès à l'Internet, celui-ci ne doit pas être considéré comme une panacée. L'important, c'est comment faire passer, le message, échanger des pratiques et renforcer toutes les actions locales pour leur donner une visibilité internationale ou nationale et pour échanger à des niveaux différents et plus élargis.

Pour les femmes rurales, l'enjeu est de faire entendre leur voix comme elles le veulent, qu'elles se fassent connaître pour valoriser ce qu'elles ont comme richesses, faire remonter les problèmes qui les concernent, et leurs initiatives au niveau des décideurs. S'agissant du comportement des femmes au pouvoir, il faudrait que ces dernières arrivent à développer des preuves, qu'elles prouvent en quoi elles sont capables de changer le monde.

Abordant le point relatif à l'effondrement de l'Etat, à la mégestion des biens publics surtout dans les pays du Sud, un appel a été lancé aux populations afin d'adresser un message au politique pour dénoncer leurs décisions qui déstructurent la société.

Quelques recommandations

- Que nos états arrivent à revoir la place de l'éducation dans le développement durable d'une société ;
- PRONAT en appelle au renforcement des capacités des acteurs dynamiques de développement que sont les femmes par des activités de sensibilisation, d'information et de formation à la citoyenneté et à la revalorisation de leur rôle socio-économique ; à l'organisation d'ateliers sur des thèmes divers touchant la vie des femmes, etc.
- Développer des alternatives de lobbying pour l'accès des femmes rurales à la terre, en vue de mieux revaloriser le statut des femmes et mettre en place des stratégies pour que les femmes du monde rural puissent aussi profiter de ce plaidoyer pour le changement de leur vie de tous les jours.
- Développer des activités sur la citoyenneté.
- Développer la communication, la médiatisation et des stratégies pour que les populations elles-mêmes donnent l'information de leur situation.
- Les femmes sont contre l'idée de la privatisation des services publics, projet préconisé par l'OMC, les multinationales et les Institutions de Bretton Woods.
- Les ressources telles que l'eau, la santé, l'éducation font parties du «patrimoine commun» et dans ce cas, elles doivent rester dans le domaine des biens communs de l'humanité et ne pas être détournées au profit de quelques-uns pour devenir des biens marchands.
- Le respect des droits humains environnementaux par les institutions financières internationales.
- Invitation à participer à la plate-forme «Femmes pour la qualité de la vie»
- Appropriation de l'outil Internet par les femmes pour faire passer les messages et pour rendre visibles leurs actions.

* * *

LES ATELIERS

Quelques questions centrales ont été proposées pour alimenter les ateliers sur le maintien de la qualité de la vie. Toutes ces réflexions ont permis aux participants de comprendre les mécanismes que l'OMC voudrait imposer en libéralisant le marché, et de comprendre aussi leurs impacts et analyser comment les femmes en tant qu'actrices de changement pourraient faire entendre leur voix dans les espaces plus larges que sont des réseaux alter mondialistes dans lesquels elles peuvent s'insérer. Donc, il sera question de proposer des alternatives à l'encontre des privatisations afin de garantir et de maintenir la qualité de la vie pour tous et dans laquelle les femmes ont un rôle bien particulier et très actif à jouer.

Voici quelques-unes de ces questions :

- Quels sont les valeurs que nous voulons défendre pour la société de demain ?
- Quel contenu concret mettons-nous à cette qualité de vie, à la recherche du bien-être pour tous ?
- Quelles sont les stratégies à mener ensemble pour empêcher les privatisations et la démission des services publics ?

- Comment articuler notre action et notre réflexion avec la Marche mondiale, les forums sociaux (mondial, continentaux, nationaux) ?

Il y a eu au total quatre ateliers thématiques qui ont été développés. Il s'agissait de :

- La migration : est-ce que migrer est toujours pour un mieux ? Et comment travailler sur les alternatives et à renforcer la place des associations des femmes migrantes dans le débat sur la qualité de la vie et sur les alternatives à la mondialisation ?
- L'alphabétisation économique ;
- L'environnement en milieu rural et le développement rural de qualité.
- La création artistique comme forme d'alternative et stratégie de résistance aux privatisations et à une dégradation des conditions de vie.

MIGRATION

Ces dernières années, la mondialisation économique et son contexte géopolitique ont occasionné des flux migratoires très importants. De plus en plus, on assiste au phénomène de la féminisation des migrations. Les causes de l'immigration du Sud vers le Nord sont nombreuses : échapper aux régimes dictatoriaux, les études, le travail, la pauvreté, la déstructuration des services sociaux, etc. Mais migrer n'est pas toujours un choix et on ne migre pas pour le mieux. La migration est donc considérée comme une stratégie, une réponse à une situation difficile dans le pays de départ. Beaucoup de femmes migrent de plus en plus seules à la recherche des solutions aux problèmes qui se posent dans leur milieu d'origine, là où la mauvaise qualité de vie n'est plus supportable.

Pour mieux comprendre la problématique, les participants à cet atelier ont partagé leurs expériences sur les différents problèmes auxquels sont exposés les immigrés pour ce qui est de leur intégration dans la société du pays d'accueil. Le Monde selon les femmes a exposé les résultats de la recherche qu'il a organisée sur l'intégration des femmes migrantes à l'emploi.

De cet exposé, il ressort que beaucoup d'obstacles se dressent sur le parcours professionnel des femmes migrantes qui doivent faire preuve de beaucoup d'imagination pour arriver à décrocher un travail. Parmi ces obstacles, on peut citer entre autres : la non-reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'étranger, les discriminations à l'embauche, le problème de séjour, la non connaissance de la langue, etc. La situation des femmes est encore plus compliquée, car elles n'ont que des droits dérivés, mènent une double vie ; elles sont dépaysées, déracinées, etc. D'une part, elles sont psycho-traumatisées avec des stress parce qu'elles ne parviennent pas à mener une vie digne, de l'autre, elles ne savent plus retourner dans leur pays d'origine à cause de l'instabilité socio-politique et économique.

L'étranger est toujours perçu comme un profiteuse, l'image qu'on se fait de lui est misérabiliste alors qu'il est aussi porteur des richesses qu'il peut partager avec son entourage.

En vue d'aider les femmes migrantes à s'intégrer dans la société d'accueil, beaucoup d'associations se sont créées et proposent une assistance du point de vue juridique, recherche d'emploi, formation, alphabétisation, information, etc. C'est le genre de travail que font le Collectif de femmes de Louvain-la-Neuve, ALEGRIA, et tant d'autres (école de devoir pour enfants, encadrement des jeunes, formation en insertion socio-professionnelle, en petites et moyennes entreprises, etc.)

Mais en essayant de développer des alternatives au Nord, les immigrées se retrouvent victimes de beaucoup de discriminations allant jusqu'à la non-reconnaissance de leurs associations comme des organisations de développement. Elles ont des difficultés à accéder, par exemple, aux sources de financement et à l'information.

Ainsi qu'on le voit, les situations de misère, des guerres, d'instabilité socio-politique, contraignent les gens à quitter leur pays. Toutes les mesures qui ont été dictées par les organisations internationales et les gouvernements du Nord pour enrayer la pauvreté ont plutôt déstructuré le Sud et rendu très difficile la qualité de vie des populations ; les gens n'ont d'autres alternatives que de migrer. Dans cette optique, parler de la privatisation des services publics aujourd'hui dans les pays du Sud, là où les PAS ont fortement dégradé les secteurs éducatif, sanitaire, emploi, habitat, etc. avec des situations de désarroi parmi les populations (licenciement, chômage, mortalité très élevée, déscolarisation des enfants, pauvreté, etc.), là où les gouvernements se cherchent encore dans des guerres, des conflits, c'est poignarder de nouveau et contrecarrer le développement dans ces pays et leur mettre l'épée de Damoclès sur la tête.

Quelques stratégies

- L'arrêt sans condition des guerres et conflits dans les pays du Sud. Que la Communauté internationale fasse pression pour que les guerres et les hostilités cessent dans ces régions ;
- Interpellation des dirigeants du Sud pour leur mauvaise gestion et leur adhésion sans aucune réserve aux stratégies internationales mettant ainsi en péril le développement des pays ;
- La reconnaissance de l'équivalence des diplômes des étrangers, la valorisation de leurs compétences et de leurs savoirs-faire ;
- La valorisation de la multiculturalité et la revalorisation de l'image de l'étranger ;
- La non-privatisation des ressources comme l'eau, la santé et l'éducation, qui sont considérées comme des droits élémentaires des personnes humaines et arriver à imposer les droits à l'eau, à l'éducation, à l'environnement, à l'alimentation, à la santé ;
- La libre circulation des personnes, car la circulation du Sud vers le Nord est sujette à beaucoup de contraintes ;
- Le suivi des revendications des différentes rencontres internationales ;

- Exiger la responsabilité des entreprises par rapport à la pollution, c'est le principe du pollueur-payeur ;
- Faire des alliances avec d'autres organisations, créer des réseaux des femmes, des groupes mixtes et mettre en pratique l'approche genre ;
- Inviter les associations des migrantes à faire partie de la Plate-forme Migration et développement ;
- L'annulation des dettes des pays du Sud, la récupération des avoirs et argents des dirigeants corrompus et investir ces sommes récupérées dans des projets sociaux, car les populations subissent les conséquences des conditionnalités imposées par les créanciers qui utilisent la dette comme moyen de persuasion et outil de taxation ;
- S'investir dans les espaces clés : forums, suivi de la marche mondiale des femmes, etc. et continuer à participer dans différentes rencontres du genre de Palabras ;
- L'appropriation d'outils de communication tels que l'Internet, le théâtre de revendication, la vidéo, les forums de discussions sur le Web, etc. pour faire passer le message.

ALPHABETISATION ECONOMIQUE

Quatre points forts ont résumé l'essentiel de cet atelier. Il s'agit de la définition même du concept de l'alphabétisation économique, de la méthodologie utilisée, du but recherché et des effets.

En effet, l'alphabétisation économique est une méthode pédagogique d'enseignement et d'éducation populaire par des moyens originaux tels que le théâtre, le dessin, la peinture, les témoignages, etc. Ce sont des techniques adaptées du mouvement d'éducation populaire de P. FREIRE à partir de 1985.

Comment cela se passe ? Tous les participants sont amenés à décrire sous forme de dessin, de représentations des problèmes, des alternatives rencontrées dans leurs communautés. Au cours des discussions, ils prennent mieux conscience de la réalité de leur environnement. Mais le nom d'alphabétisation est mal choisi, car chaque personne apporte son expérience et a donc déjà une certaine expérience. La personne peut décrire ce qu'elle vit, les problèmes qu'elle rencontre et les alternatives qu'elle met en place au niveau local, national et international. C'est elle qui va faire le lien et parfois apporter des solutions.

Cette méthode a été récupérée et développée par les mouvements des femmes en vue de connaître et de s'approprier les notions essentielles contemporaines d'économie et de commerce dans le but d'être des actrices du changement. Elle met les choses directement dans leur contexte économique et en mettant des personnes avec des expériences différentes des niveaux différents (micro, macro), cela permet de rationaliser le débat, de poser des questions (où, comment, pourquoi ?) et de faire prendre conscience que chaque participant est un acteur du débat.

Quant à la méthodologie, elle s'applique selon une approche très participative des bénéficiaires et s'exerce à un niveau local et collectif où chacun devient un acteur dans l'identification des problématiques dans leur analyse et dans la recherche des solutions appropriées.

Le fait de prendre conscience de sa propre situation permet de revendiquer certaines choses mais il y a un risque de vivre certaines frustrations. Pour les femmes, le fait d'analyser leur vie, cette méthode leur fait prendre conscience de ce en quoi le travail domestique consiste et de ce que le genre implique dans le travail et dans la répartition économique. Mais pour réussir, il faut que les collectifs des femmes s'associent, fassent des alliances pour avoir plus de poids de pression.

Le but recherché dans cette méthode, c'est d'intégrer les disparités existantes entre hommes et femmes dans le processus d'analyse et de recherche des solutions.

Dans ce contexte, l'alphabétisation économique s'inspire surtout de l'expérience, de la connaissance déjà acquise par les participants pour les relier à une thématique plus générale et à des thèmes économiques spécifiques. Comme projet politique, on part de l'expérience, du vécu des participants. C'est donc un apprentissage collectif construit à partir du vécu des participants. Ils sont donc eux-mêmes les analystes de leur environnement, les acteurs du changement au niveau local pour développer la qualité de la vie. L'originalité de cet outil, c'est de s'inspirer des expériences et des connaissances que les personnes possèdent déjà.

Concernant ses effets, il est reconnu que l'alphabétisation économique provoque à une échelle collective un éveil de conscience, suscite la réflexion et une analyse autonome et critique des situations. Elle pousse à la recherche d'alternatives et conduit à l'action concrète pour le changement requis.

Dans le débat, les participants se sont posé un certain nombre des questions, entre autres :

- Comment gérer les effets de la prise de confiance collective que cet outil provoque pour les cas où il y aurait éventuellement des comportements du genre rébellion, révolte, mouvements violents ?
- Quels participants ciblés ? Puisque l'outil s'adresse aux femmes ? Ne faudrait-il pas impliquer les hommes, les associer tous pour ne pas faire un travail supplémentaire par la suite tant qu'il est vrai que qu'en général le premier obstacle auquel les femmes font souvent face, ce sont les hommes.
- Comment vaincre la réserve des hommes à l'endroit du concept de genre ? Qu'est-ce qu'il faut faire pour qu'il ne soit pas un obstacle étant donné que ce concept provoque souvent de l'allergie que ça soit au Nord comme au Sud ?
- Comment créer des alliances avec des groupes associatifs, des mouvements syndicaux, des ONG qui oeuvrent dans les mêmes domaines pour qu'on puisse conjuguer des efforts, harmoniser les stratégies et les actions et constituer un noyau fort qui va peser dans la balance des revendications ?

Quelques éléments de réponse et stratégies

- Intégrer dans les modules de formation des éléments d'actions concrètes pour canaliser les éventuels débordements. Chacun doit savoir ce qu'il a à faire une fois qu'il a compris de quoi il s'agit et éviter de mentionner le mot genre dans les titres.
- Ouvrir la formation à toutes les couches sociales. Ce n'est pas une affaire des pauvres, c'est une affaire de toutes les couches sociales. Elle doit être diversifiée en s'inspirant du vécu quotidien de chacun afin d'intéresser les femmes et les hommes.
- Qu'on utilise davantage des personnes et ressources déjà disponibles comme le réseau WIDE.
- Créer un espace pour les échanges d'expériences et des connaissances et organiser la circulation de l'information. Susciter la collaboration de tous à l'élaboration des outils de formation.
- L'alphabétisation économique doit faire comprendre pourquoi il y a une féminisation de la pauvreté et les femmes pauvres doivent comprendre les mécanismes de cette féminisation de la pauvreté et de la croissance économique. Donc, il y a éveil et prise de conscience.
- Faire comprendre aux femmes que tout est lié : notre mode de consommation, les femmes pauvres, les familles monoparentales, l'accès différencié à l'information pour les hommes et les femmes, etc.

En guise de conclusion, l'alphabétisation économique apparaît comme un instrument potentiel de démythification des phénomènes économiques et commerciaux à l'échelle local et international pour les femmes les plus concernées par les nouvelles formes de perpétuation de dépendance de moins nantis à l'endroit du plus fort. C'est un moyen grâce auquel un mouvement collectif à l'échelle locale peut émerger pour agir et réagir dans le sens de changement positif. Des personnes victimes par exemple de toute sorte d'atteinte aux droits de l'homme pourraient au moyen d'alphabétisation économique sortir de leur ignorance au sujet des mécanismes qui les

emprisonnent et comprendre ce qui se cache derrière les grandes théories et pouvoir dire à qui de droit « nous *n'en voulons pas, ça nous tue* »

ENVIRONNEMENT ET QUALITE DE VIE EN MILIEU RURAL

Dans cet atelier, l'accent a été mis sur le rôle de l'éducation dans la conscientisation. Pour être efficace, *cette éducation doit être globalisante*. Rien n'est isolé, il s'agit de mettre tous ensemble et de voir les problèmes globalement : la santé, l'éducation et l'environnement doivent être liés. Or dans la réalité, on voit bien que l'éducation est morcelée. On forme des gens pour la santé, l'agriculture, etc. et chacun essaie de développer son secteur et c'est ce qui est à l'origine des échecs de beaucoup de projets, une fois que les financements sont épuisés. Ce problème de financement des projets empêche toute continuité sur le terrain.

On doit aussi tenir compte des valeurs traditionnelles afin de développer des stratégies vers les décideurs ; l'accent est mis sur l'éducation des adultes sur les politiques de développement, sur la citoyenneté, la santé, l'agriculture, l'éducation, etc.

Un autre point développé dans cet atelier concernait *une éducation à la paix*. Celle-ci est nécessaire en général, car pour de nombreux pays d'Afrique, l'arrêt des ventes d'armes ne signifierait pas la fin de la guerre. Dans ce domaine, les femmes jouent un rôle très important pour la restauration de la paix.

Par rapport au problème de la terre, des similitudes existent en Belgique et en Amérique Latine. En Belgique, un agriculteur n'a presque plus la possibilité de vivre de sa terre. Au Mexique, les agriculteurs mexicains n'ont plus accès à la terre et si les populations tentent de s'organiser comme au Chiapas, les Etats-Unis aident à financer l'armée pour les réprimer. Des différences sont aussi apparues suite à un rappel que dans certains pays comme le Burundi, le problème allait bien plus loin, c'était la paix nécessaire pour que les femmes puissent aller aux champs.

L'autre préoccupation majeure, c'est l'importance de garder *un équilibre entre les hommes et les femmes*. Dans le domaine de l'eau, l'accent a été mis sur la nécessité d'associer les savoirs des deux sous peine de voir échouer les projets, car, même avec la technique, la maladie et les problèmes d'hygiène et d'assainissement peuvent persister si les femmes n'arrivent pas à faire valoir leurs voix.

L'atelier a aussi permis de mettre en avant *les similitudes des expériences* des femmes au Nord et au Sud tout en reconnaissant que les problèmes se trouvent à un autre niveau. On sait très bien que les femmes jouent différents rôles dans les sociétés (productif, reproductif et communautaire). Les expériences sont similaires, mais au Nord, cela n'apparaît pas de façon évidente, les discriminations sont cachées.

L'éducation est donc une condition nécessaire à *la conscientisation des populations de la base*, elle permet de prendre conscience d'une situation pour parvenir ensuite à un contrôle social au niveau des gens qui les représentent.

Le cas de la guerre de l'eau à Cochabamba en Bolivie a montré que les gens ont gagné cette guerre parce qu'ils avaient une vue globale de leur situation et aussi suite au processus de conscientisation.

Stratégies et alternatives

- Les revendications doivent partir de la base, pas du sommet, parce qu'elles doivent tenir compte des priorités et des besoins de la population à la base pour pouvoir apporter des changements significatifs. La meilleure forme est le contact, la discussion.
- Nécessité de faire des revendications de la société civile vers le politique. Ces revendications sont portées aux instances politiques par des élus locaux parce qu'ils peuvent mieux défendre leur droit à ce niveau et faire le feed-back au niveau de la population. Donc, il faudra forcer la main pour créer des espaces. Dans ce cas, un contrôle social est nécessaire, car les gens n'ont plus confiance dans les politiques.
- Nécessité de constituer des alliances entre les femmes du Nord et celles du Sud, se questionner ensemble sur la problématique du genre. Tenir également compte de l'importance de la conscientisation au Nord.
- Tenir compte de l'équilibre entre les hommes et les femmes parce que c'est très délicat de chercher à travailler, à conscientiser les femmes sur une situation à côté des hommes qui ont tendance à avoir une influence négative sur elles. Donc, il y a une nécessité de dialogue sous peine de voir beaucoup de foyers brisés.
- Invitation à faire partie de la Plate-forme *Migration et développement* dont l'objectif est de travailler avec les associations d'immigrés.

REBELLION ARTISTIQUE

Cet atelier a eu comme source d'inspiration, l'explosion sociale vécue à Cochabamba en avril 2000, lors de la privatisation de l'eau dans cette région qui a connu la pénurie de l'eau depuis plus de 50 ans.

Il vise à revitaliser les liens entre la création artistique et la conjoncture politique-sociale, préoccupation quelque peu absente dans la production artistique d'aujourd'hui, et qui devrait devenir plus que jamais un vecteur essentiel du lien social

En partant des témoignages des participantes qui on a assisté à cet événement à Cochabamba en Bolivie, l'atelier s'est déroulé, en ayant le récit oral de cette expérience sociale comme toile de fond, vers la réalisation autour des inégalités dans les pays du Sud, la dégradation écologique dans les côtes de Galicie (la marée noire) et la présentation symbolique de la Nécessité, la Solidarité, l'Indifférence, l'Appropriation de l'eau et l'Accumulation du capital économique.

Par des dessins faits en crayon avec une technique mixte et une fresque, les deux artistes (Roxana ALVARADO du Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve et Zenia MORALES de la Bolivie) ont travaillé sur le besoin impératif de l'eau d'une femme enceinte qui n'a plus rien. A côté d'elle, il y a certaines personnes qui apportent la solidarité, par contre de l'autre côté de l'extrême, il y a l'indifférence, l'appropriation des besoins fondamentaux de l'être humain. Elles

ont présenté aussi la problématique de la marée noire en Espagne avec la pollution, la contamination et l'appropriation des moyens vitaux de la survivance.

L'atelier "*Rébellion artistique*", dans cette première réalisation, a mis en évidence le rôle de participation active des femmes, dans les stratégies à mettre en marche, dans la résistance à la globalisation et également à d'autres événements qui deviendraient une menace pour nos droits et un facteur de fragilisation pour nos conditions de vie.

DECLARATION POLITIQUE

« Nous les femmes et organisations sociales du Sud présentes à la cinquième rencontre Palabras les 9, 10 et 11 décembre 2002, à Bruxelles, en Belgique;

Considérant,

1. Qu'il existe une reconnaissance mondiale des inégalités sociales, culturelles, politiques, économiques, environnementales des femmes, par rapport au collectif masculin,
2. Que les gouvernements, la société et les instances des Nations Unies se sont engagés à faire disparaître ces inégalités ;
3. Qu'il existe un engagement de l'organisation et de la lutte des femmes du Sud et du Nord à cette fin ;
4. Que face à la logique de domination violente, incluant l'usage de la guerre par des pays du Nord envers les pays du Sud ;
5. Que face à l'expropriation à travers les privatisations de nos ressources naturelles, de nos biens et services publics, ainsi que la faiblesse de nos Etats du Sud , et les fragiles démocraties du Nord ;
6. Que face aux pressions du marché et à l'autoritarisme des instances des transnationales telles que l'OMC, la BM et le FMI, exercés sur nos Etats afin d'imposer le modèle néo-libéral. Cela a provoqué : la mort de nos enfants d'Amérique Latine (comme ce fut récemment le cas des enfants de Tucumán en Argentine); la privatisation de l'eau de Cochabamba en Bolivie, (à qui la transnationale Betchel a réclamé la somme immorale de 25 millions de dollars); le processus actuel d'imposition de la privatisation de la sécurité sociale et de la santé au Salvador et la privatisation de l'eau au Ghana ;
7. Que face au cercle vicieux de la soumission docile de nos gouvernements du Sud via les mécanismes de l'ALCA, du TLC, de la dette extérieure, impayable et immorale ;
8. Que les gouvernements ont agit de manière insuffisante et inefficace face à la protection de l'environnement, la protection des semences naturelles ; et l'absence de stratégies pour la gestion et la qualité de l'eau, la santé, etc.

Nous déclarons,

- I. Qu'il est de la responsabilité des gouvernements du Nord de freiner ce processus d'injustice et de nouvelle colonisation géopolitique et géoéconomique, en étant critiques à l'égard de ces actions et en témoignant leur solidarité avec les peuples et les femmes du Sud et de leurs pays.
- II. L'obligation de s'engager à la **remise de la dette** extérieure, comme base afin de construire de nouvelles relations de justice, de démocratie et d'égalité;
- III. Que les Etats doivent appliquer et s'engager fermement avec des moyens financiers afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action Mondial (décidé à Pékin en 1995 pour la justice envers les femmes et les hommes de la planète et principalement dans leurs pays respectifs).
- IV. Soutenir les processus des peuples pour la démocratisation, la justice de leurs pays et la paix internationale.
- V. Se prononcer en faveur du peuple bolivien à Cochabamba dans sa défense de l'eau; en remettant en question la société transnationale Betchel lorsqu'elle réclame des millions à des populations pauvres. Mais aussi, être solidaire du peuple argentin, du peuple du Salvador, du Ghana, et de toutes les populations dans leur lutte pour la vie et la justice.

NOM

Pays

Signature